

Auteurs Rémy Rioux, Thomas Melonio,
Jean-David Naudet

JUILLET 2025 |
N° 18

Au-delà de la « dichotomanie »

**Dessiner
de nouveaux mondes
pour les politiques globales**

DRAFT

Policy Paper

Sommaire

Introduction	3	4.	25
1.		De la dichotomie	
La mondialisation s'est construite		à la dichotomanie	
autour de la bipartition	7		
du développement		4.1 – La dichotomie du développement	26
1.1 – La double nature originelle	8	dissoute dans les ODD?	
du monde en développement		4.2 – De la difficulté à voir le monde	27
1.2 – Les institutions internationales et	9	autrement que	
la cartographie		coupé en deux?	
du développement			
1.3 – Les cartographies des politiques	10	5.	
internationales en tension		Pour une nouvelle syntaxe spatiale	31
		des politiques globales	
2.		5.1 – Des cibles prioritaires	32
L'avènement du dromadaire	13	pour les politiques publiques :	
2.1 – La fin d'une économie mondiale	14	PMA et pays vulnérables	
en deux blocs		5.2 – Au-delà des PMA :	33
2.2 – Un monde inégalitaire,	15	monde en commun,	
mais devenu compact		responsabilités différenciées	
2.3 – L'entre-deux	17	et cartographies spécifiques	
du développement			
3.		Conclusion	35
La résilience du chameau	19	Annexes	37
3.1 – « En développement » comme	20	Les nomenclatures du développement	38
identité politique		dans les institutions internationales	
3.2 – La séparation du politique et	21		
de l'économique		Bibliographie	41
3.3 – Le « Sud global » au-delà	22	Liste des illustrations	43
du développement ?			

“There are two kinds of people in the world: those who divide the world into two kinds of people, and those who don’t.”

Robert Benchley

Introduction

Cela pourrait être un quizz : l’Ukraine, les Émirats arabes unis, Israël, le Chili, la Russie, Singapour, Trinidad et Tobago, la Bulgarie sont-ils des pays développés ou en développement ?

La réponse est... cela dépend des nomenclatures. Singapour, un des pays au développement humain le plus élevé au monde, est considéré comme un pays en développement par les Nations unies (nomenclature M49), à l’inverse de l’Ukraine dont le revenu par tête est inférieur en 2023 à celui du Botswana. La Russie est développée pour le Protocole de Montréal, mais en développement pour la Convention pour la Diversité Biologique. Ces pays, comme des dizaines d’autres, franchissent plusieurs fois la frontière du développement selon les nombreuses cartographies existantes. Au total, 61 pays, soit plus de 30 % de la communauté des nations, sont alternativement développés ou en développement selon des nomenclatures internationales différentes.

La catégorisation des grands pays émergents interroge également la géographie des politiques internationales, en particulier du plus grand d’entre eux la Chine. Celle-ci en effet, premier exportateur mondial, premier émetteur mondial de gaz à effet de serre et deuxième puissance économique mondiale est néanmoins classée comme en développement par l’OMC, par les Accords climat internationaux et par l’OCDE, ce qui lui permet par exemple d’être habilitée à recevoir de l’aide au développement.

Ces exemples questionnent la pertinence actuelle de l’usage de ce que l’on appellera dans cet article la « dichotomie du développement », c’est-à-dire la partition du monde en deux groupes de pays selon leur « niveau de développement ».

L’invention des catégories de « pays développés » et « pays en développement^[1] » au milieu du XX^e siècle a figé une représentation du monde qui a connu un retentissement extraordinaire. À tel point qu’elle constitue jusqu’à aujourd’hui la grammaire de la cartographie de l’ensemble des institutions internationales et des politiques globales : la mondialisation s’est écrite dans la langue du développement (section I).

[1] Plus précisément « pays sous-développés » puis « pays en voie de développement » et « pays en développement » à partir des années 1980.

Cette bipartition du monde possède une double nature : elle sépare les pays selon le niveau de leurs indicateurs économiques et sociaux, mais elle constitue aussi un partage des nations selon des identités partagées, forgées par l'histoire moderne, selon un axe dominants/dominés.

Or, depuis le début du XXI^e siècle, la bipartition du monde en deux blocs économiques homogènes et séparés est de plus en plus démentie par les faits. La distribution mondiale des revenus à deux bosses, selon un profil « chameau », a laissé place à une configuration gaussienne « dromadaire ». Quels que soient les indicateurs choisis, le monde reste fortement inégalitaire, mais il est aussi devenu plus compact, mettant en évidence un « entre-deux » du développement d'une ampleur considérable (section II).

Dans le même temps l'identité politique commune aux pays originellement définis comme en développement semble pour sa part s'être plutôt maintenue, voire crispée, dans le temps, et a été figée comme telle dans les cartographies des politiques globales. De ce fait, la structure politique du monde ne correspond plus à sa structure matérielle. L'apparition et l'affirmation rapide de la notion de « Sud global » s'inscrivent sans doute dans cette perspective (Section III).

Cette divergence entre les dimensions économiques et politiques du développement crée une grande confusion dans les nomenclatures internationales et, à travers elles, brouille la syntaxe spatiale des politiques internationales. L'adoption des ODD en 2015 aurait dû être l'occasion d'un renouvellement de la bipartition du monde selon le niveau de développement, comme l'ont proposé plusieurs institutions internationales. Cela n'a pas été le cas, la dichotomie du développement est si profondément gravée dans les représentations qu'elle est en train de devenir une dichotomanie (Section IV).

Si la catégorie « pays en développement » est devenue extrêmement hétérogène, d'autres catégories usitées ont conservé toute leur cohérence dans le temps, comme celles des pays les moins avancés (PMA). La dimension de réduction des inégalités dans les politiques internationales devrait se concentrer sur les PMA, avec sans doute l'ajout des pays les plus vulnérables. Au-delà de cette cible privilégiée, les politiques internationales pourraient s'organiser selon le triple principe d'un monde en commun, de responsabilités communes, mais différenciées et de cartographies spécifiques à leur domaine, qu'il s'agisse de financement, de climat ou de commerce (Section V).

Il est temps de dépasser la dichotomie du développement pour dessiner de nouveaux mondes pour les politiques globales.

1.

**La mondialisation
s'est construite
autour de
la bipartition du
développement**

1.1 – La double nature originelle du monde en développement

Les différentes nations ou entités politiques qui composent le monde se sont ou ont été groupées de différentes façons au cours du temps à partir de proximités géographiques, politiques, historiques, culturelles, etc.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, plusieurs lignes fracturaient le monde, entre vainqueurs et vaincus, communistes et libéraux, pays colonisés et pays colonisateurs. C'est dans ce contexte politique que, dans le célèbre exposé du point IV de son discours d'investiture en 1948, le président des États-Unis propose le nouveau concept de « pays sous-développés »^[2]. Le président Truman donne ainsi les bases d'un nouveau type de découpage du monde qui serait fondé sur des critères économiques et sociaux. Cette nouvelle catégorisation des nations intervient dans un contexte où d'une part se créent les institutions multilatérales et d'autre part s'élaborent des systèmes de normes statistiques internationales, et notamment la comptabilité nationale^[3].

Vue sous les perspectives jusqu'alors existantes, notamment géographiques, historiques ou culturelles, la catégorie ainsi définie pouvait paraître excessivement hétérogène comme le remarque encore quelques décennies plus tard William Easterly :

“Poor nations include an incredible variety of institutions, cultures and histories; millennia-old civilizations in gigantic China and India; African nations convulsed by centuries of the slave trade, colonialism, arbitrary borders, tropical diseases and local despots; Latin American nations with two centuries of independence and five centuries of

extreme inequality; Islamic civilizations with a long history of technical advance relative to the West and then a falling behind; and recently created nations like tiny East Timor. The idea of aggregating all this diversity into a ‘developing world’ that will ‘take off’ with foreign aid is a heroic simplification”.

(Easterly 2003)

Mais d'un point de vue statistique, celui du PIB par tête ou de l'espérance de vie, les pays « sous-développés » forment bien à l'origine un groupe spécifique et homogène dans le concert des Nations.

Ce découpage à dominante économique ne reflète qu'un aspect des enjeux en présence. Il s'inscrit toutefois pleinement dans un contexte précis de relations internationales et est porté prioritairement, non pas par des statisticiens, mais par des puissances politiques (notamment les États-Unis puis l'OCDE). Il vise à forger un nouvel ordre du monde. La classification technique des pays selon leur niveau de développement va rapidement s'interpénétrer avec le champ politique de différentes façons^[4].

L'évolution majeure dans ce domaine est l'appropriation progressive des pays, désignés de l'extérieur comme sous-développés puis en développement, de ce statut pour le forger comme une identité politique revendiquée face à la domination des pays industriels (de l'est et de l'ouest).

Dès 1955, selon Gilbert Rist, la conférence de Bandoeng « marque le début d'une revendication collective des pays du Tiers-monde dans le domaine politique et dans celui du développement » (Rist

[2] Selon Gilbert Rist (2013) : « C'est la première fois que l'adjectif « sous-développé » est utilisé dans un texte destiné à pareille diffusion ..., le terme aurait été employé une première fois en 1942 par un fonctionnaire du BIT, Wilfred Benson, dans un article intitulé "The Economic Advancement of Underdeveloped Areas" (1942).

[3] Les premiers comptes nationaux ont été élaborés en 1947 pour les États-Unis, à partir des travaux de Simon Kusnetz.

[4] À l'origine, le développement ne divise pas le monde en deux catégories, mais en trois : les pays industrialisés, les pays socialistes et les pays sous-développés, qualifiés de Tiers Monde par Alfred Sauvy (1952) : « Nous parlons volontiers des deux mondes en présence, de leur guerre possible, de leur coexistence, etc., oubliant trop souvent qu'il en existe un troisième, le plus important et, en somme, le premier dans la chronologie. C'est l'ensemble de ceux que l'on appelle, en style Nations unies, les pays sous-développés ». (Sauvy 1952). C'est seulement à partir de 1980 avec l'affaiblissement de l'empire soviétique que le rapport Brandt (Brandt 1980), établit une véritable dichotomie du développement en séparant cette fois-ci le monde en deux ensembles Nord et Sud séparés par ce que l'on appelle à l'époque la ligne Brandt.

2013). Cette affirmation est encore plus marquée dans la décennie suivante lors de la création de la CNUCED^[5] où se forme un Groupe de pays, futur Groupe des 77, qui se réunissent autour d'une identité commune, celle de pays en développement. Enfin dans les années 1970, la discussion autour du Nouvel ordre économique international (NOEI) consacra la catégorie de pays en développement comme une catégorie politique porteuse de revendications sur les règles internationales (Gilman 2015). C'est toujours le cas aujourd'hui notamment au sein du G77 qui s'est élargi à 134 membres :

“The Group of 77 is the largest intergovernmental organization of developing countries in the United Nations, which provides the means for the countries of the South to articulate and promote their collective economic interests and enhance their joint negotiating capacity on all major international economic issues within the United Nations system, and promote South-South cooperation for development.”

(The Group of 77)^[6]

L'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) a, quant à elle, été créée le 30 septembre 1961 en remplacement de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) et qui avait été instituée en 1948 pour administrer le plan Marshall. Elle regroupe 38 pays situés de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et à l'Asie-Pacifique.

Le G77 et l'OCDE, dont les compositions sont définies par affinités entre pairs et coopération, constituent si l'on peut dire une sorte de version purement politique de la bipartition du développement basée sur le partage d'une identité commune.

[5] « Les pays en développement considèrent que leur unité, l'unité des soixante-quinze, est le fait le plus marquant de cette Conférence. Cette unité est née du constat de leur intérêt commun à mettre en place une nouvelle politique en matière de commerce international et de développement pour faire face aux problèmes de développement. Ils considèrent que cette unité a apporté de la clarté et de la cohérence aux discussions de cette Conférence. Leur solidarité y a été testée et leur unité et leur force en ont été renforcées. » (extrait de la déclaration du Groupe à la conférence de la CNUCED 15 juin 1964 : Sauvart, Karl P. 2014. « Le groupe des 77 à ses débuts ». *Chronique ONU*, 27 juin 2014. <https://www.un.org/fr/chronicle/article/le-groupe-des-77-ses-debuts>.)

[6] Voir : <https://www.g77.org/doc/>.

L'invention du développement procède donc d'une double origine d'une part économique (et sociale) et d'autre part politique. La bipartition du monde qui en résulte, et qui s'impose à partir des années 1980, va profondément marquer à la fois la syntaxe géographique des politiques et des institutions internationales.

1.2 – Les institutions internationales et la cartographie du développement

Les cartographies que vont adopter les différentes institutions internationales, en particulier les deux grands types d'institutions que sont le système des Nations unies (hors Bretton Woods) et les institutions de Bretton Woods reflètent parfaitement cette double origine, politique et économique du développement.

À l'issue d'une construction progressive^[7], les Nations unies vont définir la nomenclature M49, gérée par la Division statistique des Nations unies (UNSD), qui distingue deux groupes de pays, développés et en développement. Cette nomenclature établie en 1969 constitue encore aujourd'hui une référence très largement utilisée. Elle est fortement inspirée d'une conception politique du développement avec une définition des pays en développement proche de la liste des membres du groupe des 77^[8].

[7] La première classification officielle du développement semble remonter aux années 1950 où les Nations unies établissent une liste des pays « sous-développés » et de « pays donateurs » pour établir les statistiques de l'aide économique internationale (UN 1958). L'ONU retient alors une définition des pays « sous-développés » adaptée du critère géographique : *“Underdeveloped countries were defined to include all countries of Africa, North and South America and Asia, except the Union of South Africa, Canada, the United States and Japan”* (Cité par Bracho 2015).

[8] Les pays en développement dans la nomenclature M49 constituent un ensemble proche du Groupe des 77, mais toutefois avec une certaine différence. Ainsi, l'Arménie, la Géorgie, le Kazakhstan, la Corée du Sud, le Kirgizstan, le Mexique, la Turquie, l'Ouzbékistan, ainsi qu'un certain nombre de petites îles, ne sont pas membres du G77 bien que faisant partie du groupe des pays en développement dans la nomenclature M49. Le statut de la Chine vis-à-vis du G77, souvent présenté comme G77 plus Chine, est également particulier.

Les Nations unies complètent cette cartographie du développement en définissant d'autres catégories de pays comme les pays enclavés en développement (LLDCs définis à partir de 1957), les petites économies insulaires en développement (SIDS à partir de 1994), ou encore à partir de 1971 la catégorie des Pays les moins avancés (PMA), sous-ensemble des pays en développement construit selon une approche statistique multicritère combinant niveau de revenu, d'indicateurs sociaux et de vulnérabilité.

À côté de ces catégorisations à vocation générale, beaucoup d'institutions vont se doter de classifications propres à la fois proches et différentes de la nomenclature M49, spécifiques à leur champ d'activités^[9], intégrant encore pour certaines d'entre elles la catégorie des pays en transition, créée pour décrire la situation spécifique des pays sortant du bloc soviétique après la chute du mur^[10]. Le cas du PNUD est peut-être à distinguer puisque cette institution a défini un concept particulier de développement humain à partir de 1990, à partir duquel il catégorise les pays selon un indicateur statistique combinant revenu, niveau de santé et niveau d'éducation des populations de chaque pays, selon une logique à cette fois-ci clairement économique et sociale.

Les Institutions de Bretton Woods partent d'une logique purement économique pour construire la cartographie mondiale de leurs politiques. La Banque mondiale adopte à partir de 1978 et jusqu'à maintenant une classification, extrêmement influente, des pays du monde par niveau de revenus distinguant les pays à faibles revenus, les pays à revenus intermédiaires (séparés en deux tranches inférieure et supérieure) et les pays à revenus élevés.

[9] La plupart des institutions spécialisées des Nations unies – CNUCED, UN-DESA, PNUD, FNUAP, FAO, UNIDO et bien d'autres – ont défini des catégorisations spécifiques adaptées à leur champ d'action parfois en plusieurs catégories, mais faisant toujours apparaître d'une façon ou d'une autre une dichotomie en « pays développés » et pays en développement ».

[10] C'est le cas par exemple de l'UN-DESA dans ses rapports annuels (UN-DESA 2024).

Le FMI se dote également d'une classification internationale d'essence économique qui, après plusieurs changements (Nielsen 2011), distingue depuis 2004 trois groupes de pays : « pays en développement à faibles revenus », « autres économies en développement et marchés émergents » et « économies avancées ».

Différentes institutions ont également défini des sous-catégories, à l'intérieur du groupe des pays en développement, selon des dimensions spécifiques : c'est le cas en particulier des classements selon le contexte de fragilité (OCDE), situation de fragilité ou de conflit (Banque mondiale), vulnérabilités multidimensionnelles (Nations unies), etc.

Les cartographies du développement se sont ainsi construites et diversifiées progressivement selon des logiques soit plutôt politique soit plutôt économique, et parfois une hybridation des deux, donnant une très large place à la dichotomie entre pays développés et pays en développement (voir annexe 1).

Cette construction du monde en une bipartition va occuper une place éminente dans les politiques internationales.

1.3 – Les cartographies des politiques internationales en tension

À mesure que s'est étendu le droit international, souvent en relation étroite avec les grandes institutions multilatérales, les politiques globales vont progressivement s'organiser également en adoptant les contours de la cartographie du développement, notamment à travers de nombreux traités et accords.

C'est particulièrement le cas en ce qui concerne les politiques environnementales. En menant une recherche exhaustive dans ce domaine, Farias (2023a) repère ainsi la présence de la dichotomie du développement dans

81 accords multilatéraux sur l'environnement^[11]. Dans beaucoup de ces documents, la classification de pays en développement fait seulement l'objet de recommandations quant à des dispositions spécifiques, mais dans 23 d'entre eux, elle appelle à des traitements différenciés selon des dispositions de type légales ou réglementaires.

Ce focus sur les accords environnementaux ne fait qu'illustrer que c'est en fait l'ensemble des politiques internationales qui s'est construit autour de la bipartition du développement selon des contours toutefois divers.

La première d'entre elles est naturellement la politique d'aide au développement (APD), peut être la première à pouvoir être qualifiée de politique publique globale (Severino et Ray 2010). Regardée sous le prisme de la double origine du développement, la cartographie de la politique d'APD apparaît tout à fait hybride. En effet, la liste des pays éligibles à l'APD est constituée depuis 1993 des pays en développement tels que définis par la Banque mondiale, les pays à revenus faibles et intermédiaires, selon un pur critère de revenu par tête^[12]. En revanche, la liste des pays donateurs d'APD, souvent qualifiés de pays développés, est essentiellement composée des pays de l'OCDE (auxquels s'ajoutent quelques déclarants volontaires externes), et donc répondant à un critère cette fois-ci beaucoup plus politique. L'inclusion de la coopération entre pays en développement, dite coopération sud-sud, dans le champ de l'APD est un sujet très débattu (Cichocka et al. 2024) de même que l'éligibilité des grands émergents à recevoir de l'aide au développement.

Les politiques commerciales constituent pour leur part un exemple emblématique de la prééminence du critère d'identité politique dans l'élaboration de leur cartographie. À la suite de l'Uruguay round, l'auto-identification est devenue

une composante à part entière des règles de l'OMC nouvellement créée (Farias 2023b). Ainsi chaque pays entrant à l'OMC choisit d'y adhérer en tant que pays développé ou pays en développement, ce qui ouvre l'accès à des dispositions préférentielles :

“There are no WTO definitions of ‘developed’ and ‘developing’ countries. Members announce for themselves whether they are ‘developed’ or ‘developing’ countries.”

(World Trade Organization)^[13]

Ce critère d'auto-identification n'est pas sans soulever des questionnements et objections. Certains pays à hauts revenus comme la Corée du Sud, Singapour ou Israël sont enregistrés comme des pays en développement par l'OMC. Il en est de même de la première puissance commerciale mondiale qu'est la Chine. Là encore un débat international aigu est ouvert^[14].

Les politiques climatiques s'inscrivent dans une cartographie du développement spécifique définie lors du premier accord climat de 1992. Celle-ci distingue les pays développés, définis comme membres de l'OCDE à cette date (Annexe II), auxquels s'ajoutent les pays européens issus de la dissolution du bloc de l'est (Annexe I), et enfin l'ensemble des autres pays considérés comme « en développement » (non Annexe I). Cette classification par pays apparaît comme relever d'une logique à dominante politique, ne prenant pas en compte en particulier la mesure des émissions.

[13] Voir : https://www.wto.org/english/tratop_e/devel_e/dtwho_e.htm.

[14] Les États-Unis ont récemment demandé la réforme de la classification de l'OMC : *“While some developing-country designations are proper, many are patently unsupportable in light of current economic circumstances. For example, 7 out of the 10 wealthiest economies in the world as measured by Gross Domestic Product per capita on a purchasing-power parity basis – Brunei, Hong Kong, Kuwait, Macao, Qatar, Singapore, and the United Arab Emirates – currently claim developing-country status. Mexico, South Korea, and Turkey – members of both the G20 and the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) – also claim this status.”* (The White House. 2019. “Memorandum on Reforming Developing-Country Status in the World Trade Organization”. Presidential Memoranda. The White House, 26 juillet 2019. <https://trumpwhitehouse.archives.gov/presidential-actions/memorandum-reforming-developing-country-status-world-trade-organization/>) et notamment contesté le statut de la Chine, premier exportateur mondial, comme pays en développement. Toutefois 10 pays en développement ont rejeté les propositions des États-Unis argumentant que : *“self-declaration of ‘developing’ Member status, a fundamental rule in the WTO, has proven to be the most appropriate classification approach to the WTO”* (WTO 2019).

[11] Pour être plus précis, 52 traités originaux, 12 protocoles et 17 amendements (Farias 2023a).

[12] Cela n'a pas toujours été le cas. Jusque dans les années 1990, cette liste, qui exclut au départ la Chine, va évoluer de façon plus ou moins *ad hoc* à la demande des pays donateurs, en incluant notamment des territoires d'outre-mer ou dépendants, mais aussi quelques autres pays à hauts revenus comme Taiwan, les îles Cayman ou les Bermudes jusque dans les années 1990.

La cartographie internationale des politiques climatiques est restée quasiment figée jusqu'à aujourd'hui^[15] bien que l'OCDE se soit élargie de 24 membres en 1992 à 38 aujourd'hui. Elle détermine les engagements financiers pris en 2024 à Bakou d'un transfert de 300 milliards \$ des pays développés vers les pays en développement à partir de 2030. Là encore, cette cartographie est entrée en tension alors que la géographie des émissions mondiales a connu des changements considérables^[16].

C'est ainsi l'ensemble des politiques globales d'aide internationale, d'environnement, de commerce, mais aussi dans le domaine de la santé publique, du sport, ou des échanges postaux qui sont, de manière plus ou moins centrale, structurés autour d'une dichotomie entre pays développés et pays en développement, issue de manière directe ou indirecte de l'invention originelle du développement dans les années 1950-1960.

Chaque politique a adopté sa propre cartographie, s'inspirant de logiques spécifiques basées sur l'auto-identification, l'appartenance à des clubs politiques ou à l'inverse sur des critères économiques ou techniques.

La mondialisation s'est ainsi écrite sur un langage commun autour de la dichotomie du développement.

Mais ces cartographies des politiques globales sont toutes entrées en tension du fait de l'éclatement de la bipartition du monde du point de vue économique.

[15] De très rares modifications ont été réalisées au cas par cas. La Turquie a été ôtée en 2002 de l'Annexe II, dont elle faisait partie en tant que membre de l'OCDE en 1992. Le Kazakhstan a fait la demande inverse, non encore aboutie, d'intégrer l'Annexe I.

[16] Les 10 pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre par habitant en 2023 (source : *World Development Indicators*) sont tous des pays en développement selon la nomenclature M49 des Nations unies. Il s'agit de Palau, le Qatar, Bahreïn, le Koweït, Brunei, les Émirats arabes unis, Oman, Trinidad et Tobago, l'Arabie Saoudite et la Mongolie.

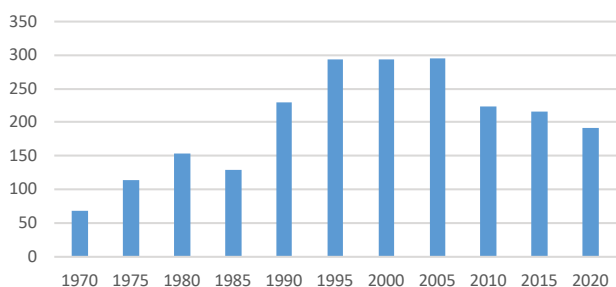
2.

**L'avènement
du dromadaire**

2.1 – La fin d’une économie mondiale en deux blocs

La séparation du monde en (trois puis) deux blocs distincts selon leur niveau de richesse moyen a été une évidence depuis les années 1950 jusque dans les années 1980. Depuis lors, cette séparation des pays en deux blocs homogènes selon le niveau de vie de leur population s’est progressivement effacée. Bien sûr, les inégalités économiques internationales n’ont pas ou insuffisamment diminué, selon la façon dont on les mesure : il existe toujours une séparation béante entre les pays les plus pauvres et les pays les plus riches avec une différence de revenus moyens d’un facteur proche de 200.

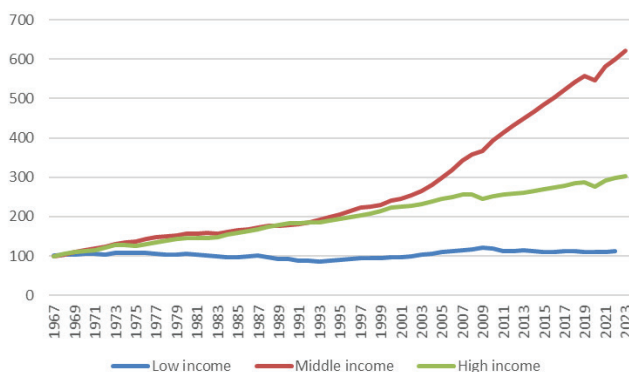
Graphique 1 – Écart de PIB par tête moyen entre les 10 pays les plus riches et les 10 pays les plus pauvres



Source : WDI, nos calculs.

Mais entre ces extrêmes beaucoup de pays ont connu des croissances importantes qui les ont conduits soit à rejoindre le groupe des pays à revenus élevés, soit à densifier considérablement un niveau de développement intermédiaire, ce qui constitue la négation d’une séparation du monde en deux blocs de pays riches et pays pauvres. Cette dynamique se voit clairement sur les rythmes comparés de croissance des différentes catégories de revenus de la Banque mondiale.

Graphique 2 – Croissance par tête pour les différentes catégories de pays



Source : WDI.

Ce graphique représente les croissances par tête moyennes pour chaque groupe de revenus, tels que constitués en 2023. On voit que les pays à revenus intermédiaires sont de loin ceux qui connaissent la croissance la plus dynamique depuis le tournant du XXI^e siècle générant un « milieu » en termes de développement mondial devenu beaucoup plus important en termes de population que les groupes constitués par les hauts et les bas revenus.

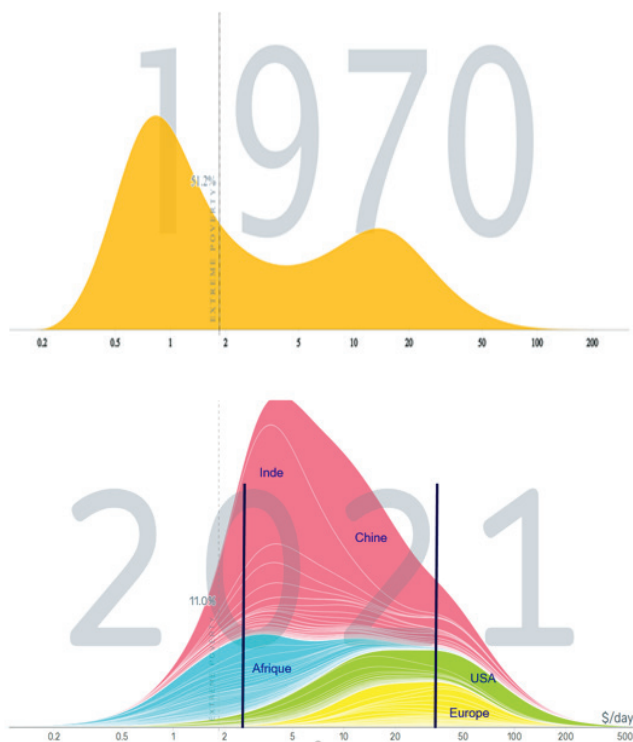
De fait les catégories de pays par revenus telles que définies par la banque mondiale sont assez fluides (Fantom et Serajuddin 2016). Les pays à revenus élevés, aujourd’hui au nombre de 85, dessinent une configuration géographique qui s’éloigne d’un partage type Nord-Sud. En 2024, 15 pays de la région Asie de l’est et Pacifique et 18 pays de la région Amérique latine appartiennent à ce groupe des pays à revenus élevés^[17].

[17] Voir : Metreau, Eric, Kathryn Elizabeth Young et Shwetha Grace Eapen. 2024. « Nouvelle classification des pays en fonction de leur revenu : 2024-2025 », *Banque mondiale Blogs*, 01 juillet 2024. <https://blogs.worldbank.org/fr/pendata/nouvelle-classification-des-pays-en-fonction-de-leur-revenu-2024-2025>

Ce qui est vrai pour les groupes de pays l'est encore plus pour la population mondiale elle-même considérée comme un ensemble homogène (Melonio *et al.* 2022). En effet au phénomène de densification de la catégorie des pays intermédiaires s'ajoute la prédominance au niveau mondial depuis les années 1980 des inégalités intrapays sur les inégalités inter pays^[18].

De ce fait, la représentation du passage d'une répartition mondiale des revenus en chameau à une représentation en dromadaire a déjà été analysée par plusieurs analystes (Gates et Gates 2014 ; Melonio *et al.* 2022).

Graphique 3 - Répartition de la population mondiale selon le niveau de revenu



Source : Melonio *et al.* 2022.

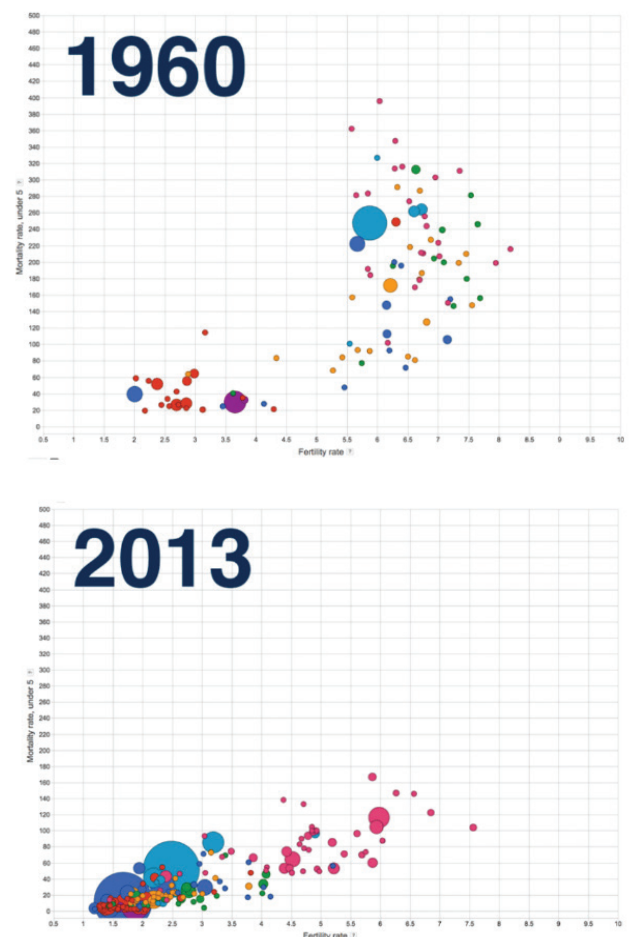
Ce graphique dévoile l'existence d'une vaste classe moyenne mondiale, largement asiatique, mais aussi sud-américaine et issue des autres continents, qui est une démonstration visuelle de l'obsolescence du partage dichotomique du monde entre deux groupes riche et pauvre.

[18] Voir : Chancel, Lucas, Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman (dir.), 2021. *World Inequality Report 2022*. S. l. : World Inequality Lab. https://wir2022.wid.world/www-site/uploads/2023/03/D_FINAL_WIL_RIM_RAPPORT_2303.pdf

2.2 – Un monde inégalitaire, mais devenu compact

Cet effacement d'un monde en deux blocs ne s'observe pas que pour la richesse économique et les niveaux de vie. Elle vaut pour tous les domaines de la sphère économique et sociale (ou environnementale voir ci-dessous). Ainsi Khokhar et Serrajuddin (2015) illustrent le même phénomène sur des indicateurs démographiques en contrastant les représentations des pays du monde en 1960 et en 2013.

Graphique 4 - Répartition des pays du monde selon leurs indicateurs démographiques



Source : Khokhar et Serrajuddin 2015.

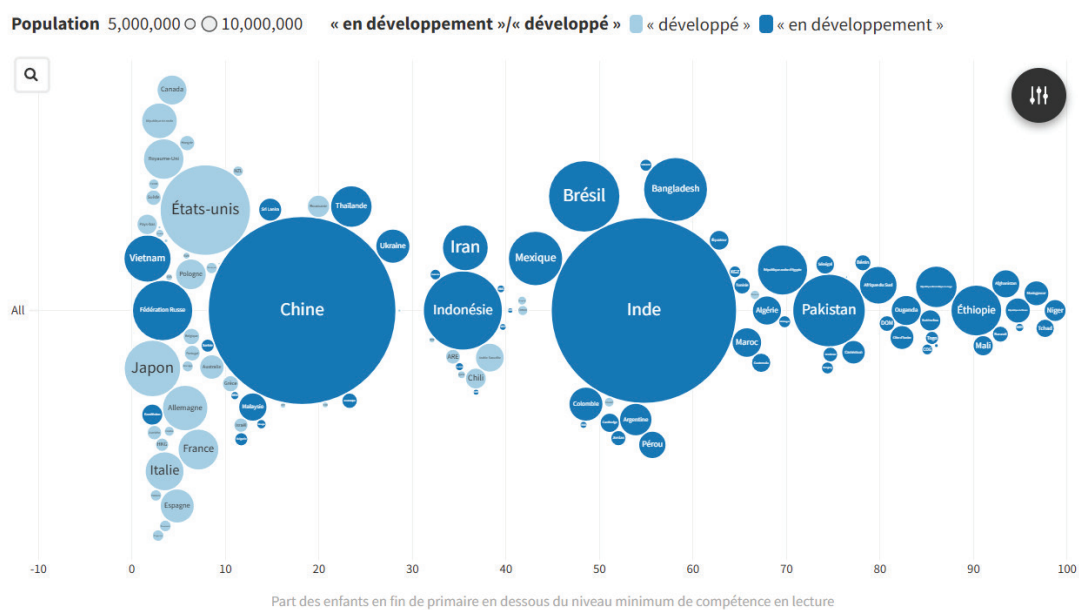
Ces graphiques représentent pour tous les pays du monde les taux de fécondité en abscisse et de mortalité avant 5 ans en ordonnée en 1960 et 2013 avec la même échelle pour les deux graphiques. On constate clairement un phénomène, identique à celui constaté sur les variables économiques, de mutation d'un monde en deux blocs vers une situation où de fortes inégalités persistent, mais selon un schéma beaucoup plus continu. Malher *et al.* (2024) proposent également une illustration voisine de ce même phénomène plus récente, mais sur la mortalité infantile également, mais aussi sur d'autres variables dans le domaine de l'éducation par exemple.

Ce même phénomène peut s'observer sur tous les indicateurs économiques et sociaux, voire environnementaux. De 1950 à 1980 (selon les données disponibles), les indicateurs dessinent un monde partagé en deux groupes plus ou moins homogènes selon les indicateurs choisis, mais dans tous les cas distinctement séparés. En 2020, et ce dans tous les domaines, cette bipartition a disparu. Les inégalités inter pays restent très élevées, mais le groupe des pays en développement est devenu extrêmement hétérogène et il se confond pour partie avec le groupe des pays développés, dessinant un monde compact et non plus coupé en deux.

Le graphique 5 représente pour chaque pays du monde en 2020 la part des enfants en fin de primaire en dessous du niveau de compétence en lecture. On ne dispose pas pour ce genre d'indicateurs de données anciennes en 1960 ou 1970 qui illustreraient sans nul doute une séparation nette entre pays développés et en développement. Mais le graphique ci-dessus illustre sur les niveaux d'éducation d'une part la très forte dispersion des pays en développement entre eux avec des ratios qui varient de 0 % à 100 % et d'autre part l'absence de séparation entre pays en développement et de pays développés en haut de distribution (gauche du graphique).

Si la dichotomie du développement a été aussi influente, c'est parce qu'elle a précisément permis d'analyser de façon pertinente, quoique schématique, à travers un découpage unique toutes les formes d'inégalités internationales (Fialho et Van Bergeijk 2017) : économiques, mais également financières, sociales, démographiques, environnementales et aussi historiques, géopolitiques, politiques, etc., et même presque géographiques puisque le Japon, et selon les classifications l'Afrique du Sud, ont longtemps constitué les seuls grands isolats développés dans des continents en développement.

Graphique 5 - Compétences en lectures des enfants en fin de primaire en 2020



Source : Malher *et al.* 2024 (données : WDI).

Mais cette vision du monde est aujourd'hui obsolète. Chaque dimension du développement fait aujourd'hui apparaître un continuum d'inégalités de situations et qui dévoile entre les extrêmes un vaste entre-deux du développement.

2.3 – L'entre-deux du développement

La fin d'une séparation nette entre pays riches et pays pauvres débouche sur un vaste « entre-deux » qui brouille les nomenclatures internationales fondées pour la plupart sur l'ancienne bipartition du monde.

Une base de données des nomenclatures élaborée par Deborah Farias^[19] établit que 61 pays, soit environ 30 % des membres des Nations unies, sont assimilés tour à tour à des pays en développement et à des pays développés selon différentes nomenclatures internationales.

Ces pays « inclassables » dans une pure dichotomie sont en particulier ces nombreux pays ayant connu une forte croissance depuis plusieurs décennies qui ont intégré le groupe des pays à revenus élevés de la Banque mondiale tout en restant assimilés cependant assimilés à des pays en développement par plusieurs institutions^[20] : Singapour, le Qatar ou les Bermudes en sont des exemples emblématiques.

Les institutions internationales ont également eu du mal à traiter les pays issus de l'éclatement du bloc soviétique dans la vision dichotomique du développement et ont adopté pour cela des règles diverses^[21]. On peut ainsi être surpris de constater que le premier receveur d'aide publique au développement, et de très loin, de ces dernières années est un pays, l'Ukraine, appartenant pour les Nations unies au monde développé.

Enfin l'émergence de grands pays de l'ex-Tiers-Monde soulève une question d'une autre nature : est-il légitime que la partition du monde pertinente pour discuter des politiques publiques ne soit basée que sur des indicateurs *per capita* ? La puissance, le poids en valeur absolue dans les équilibres mondiaux, l'influence des politiques locales sur les enjeux internationaux ne constituent-ils pas également des critères qui devraient être pris en considération dans les cartographies des politiques publiques globales ?

Ces questions se posent pour tous les grands émergents, mais particulièrement pour le premier d'entre eux, la Chine, premier exportateur mondial, premier émetteur mondial de gaz à effet de serre et deuxième puissance économique mondiale, qui est néanmoins classée comme pays en développement par l'OMC, par les Accords climat internationaux et par l'OCDE, ce qui lui permet par exemple d'être habilité à recevoir de l'aide au développement et de la finance climat.

[19] Voir : Farias, Deborah. 2022. *Developing Countries Database*. <https://www.developingcountries.info/>.

[20] Ainsi La Corée du Sud et Singapour sont considérés comme des pays en développement pour l'OMC, pour le protocole de Montréal ou la Convention Biodiversité. Ils sont également assimilés à des pays en développement (non Annexe II) pour l'UNFCCC. Singapour est également pays en développement dans la nomenclature M49. Il en est de même pour le Chili et l'Uruguay pays à revenus élevés et à développement humain très élevé, mais considérés comme en développement dans toutes les autres nomenclatures. Les pays pétroliers du Golfe sont dans une situation très voisine, considérés comme des pays en développement par les Nations unies, l'OMC ou l'UNFCCC, mais comme des pays à hauts revenus par la Banque mondiale ou à niveau de développement humain très élevé par le PNUD et enfin comme des pays émergents par le FMI. Enfin, de nombreuses petites îles à revenu par tête élevé – Antigua, Aruba, Barbade, Bahamas, Bermudes, Nauru, Palau, Seychelles, Trinidad, etc. – font partie également de cette zone grise. Souvent classées comme des pays en développement par les taxonomies de nature « politique », ou mettant l'accent sur les vulnérabilités, elles apparaissent dans les premières catégories du point de vue des indicateurs économiques et sociaux.

[21] La division statistique des Nations unies a par exemple adopté une logique de type continentale. Elle a affecté les pays ex-soviétiques appartenant au continent européen dans la catégorie des pays développés de la nomenclature M49 et les pays du continent asiatique (y compris les pays du Caucase) dans la catégorie des pays en développement. Parmi les pays européens ex-communistes, les plus pauvres d'entre eux sont donc classés comme développés par les Nations unies (M49), et figurent dans l'annexe I de l'UNFCCC, mais sont considérés en développement par bon nombre d'autres institutions. À un extrême l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine ou la Moldavie sont ainsi considérées comme des pays développés par la seule nomenclature M49, mais assimilées pays en développement dans la quasi-totalité des autres nomenclatures. L'Ukraine est dans une situation proche sauf qu'elle figure également dans la catégorie des pays développés dans le protocole de Montréal. Le Kosovo est considéré comme non en développement par le seul PNUD. À l'opposé les pays ex-communistes les plus prospères de l'Asie ou du Caucase sont considérés comme des pays en développement par les Nations unies, mais pour certains d'entre eux assimilés à des pays développés pour d'autres nomenclatures. C'est le cas du Kazakhstan qui est un pays à développement humain très élevé pour le PNUD, ou de l'Ouzbékistan et de l'Azerbaïdjan considérés comme des pays développés par le protocole de Montréal.

La convergence de toutes les dimensions des inégalités internationales autour d'un découpage unique du monde explique l'immense succès de la dichotomie du développement, qui a ainsi constitué un cadre pertinent pour l'ensemble des questions internationales. Cette bipartition du monde ne correspond plus à la réalité objective des situations économiques, sociales et environnementales. Pourtant, elle garde une influence considérable dans les institutions et les politiques internationales : elle semble avoir en effet subsisté en tant que marqueur d'une certaine identité politique.

3.

La résilience du chameau

3.1 – « En développement » comme identité politique

Si le monde en développement ne constitue plus un ensemble pertinent et cohérent pour analyser les inégalités multidimensionnelles et en particulier économiques, constitue-t-il toujours un concept pertinent dans le champ politique ?

La question mérite d'être posée notamment en regard de la définition fréquente de la catégorie « pays en développement », notamment par les Nations unies (nomenclature M49 par exemple), selon des contours très proches de la liste des pays du Groupe des 77.

Le Groupe des 77, issu du monde en développement des années 1960, constitue toujours indéniablement une entité politique coalisée, et même peut-être de plus en plus à mesure que son homogénéité économique s'affaiblit, comme le montre son rôle très actif dans l'ensemble des négociations internationales, notamment les négociations climat (Jespen *et al.* 2021), mais aussi la résurgence des études postcoloniales (Ziai 2012)

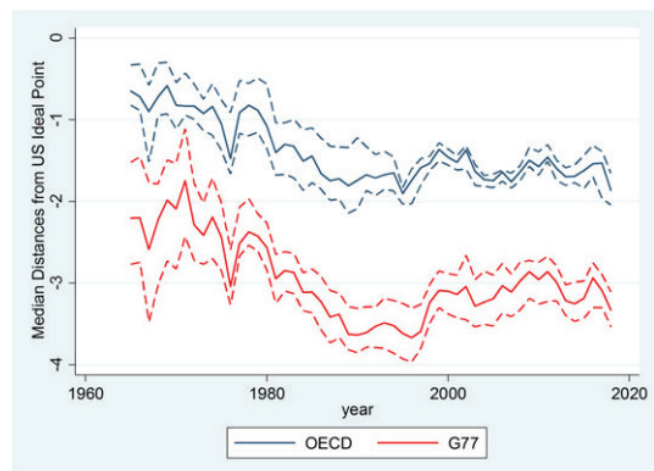
Ce qui définirait l'unité politique des pays en développement (au sens G77), ce ne serait en effet plus des critères économiques, tels que des conditions de vie comparables de leur population et des défis communs pour les améliorer, ce serait avant tout une identité partagée de nations dominées qui tient de l'histoire moderne, mais aussi des inégalités d'accès aux institutions, aux normes et aux valeurs qui déterminent jusqu'à aujourd'hui les règles du jeu international.

La dichotomie originelle du développement aurait donc perdu sa cohérence du point de vue économique (et social), mais l'aurait conservé voire renforcé du point de vue géopolitique et en termes de relations internationales.

Lees (2021) a étudié les votes des différents groupes de pays au Nations unies en utilisant les données historiques de Bailet *et al.* (2017). Il montre d'une part que la dispersion des votes à l'assemblée générale des Nations unies au sein du

G77 est relativement stable depuis les années 1980, montrant donc la permanence d'une certaine cohésion politique. Nicholas Lees mesure également la « distance » moyenne des votes des différents pays par rapport aux positions américaines, le graphique ci-dessous reprend ainsi la distance moyenne du vote américain par les pays de l'OCDE et par les pays du G77, encadrée par la distance calculée pour les 25^e et 75^e percentiles de ces groupes ordonnés selon l'éloignement au vote américain.

Graphique 6 - Distance moyenne du vote des États-Unis à l'Assemblée générale des Nations unies par groupe de pays



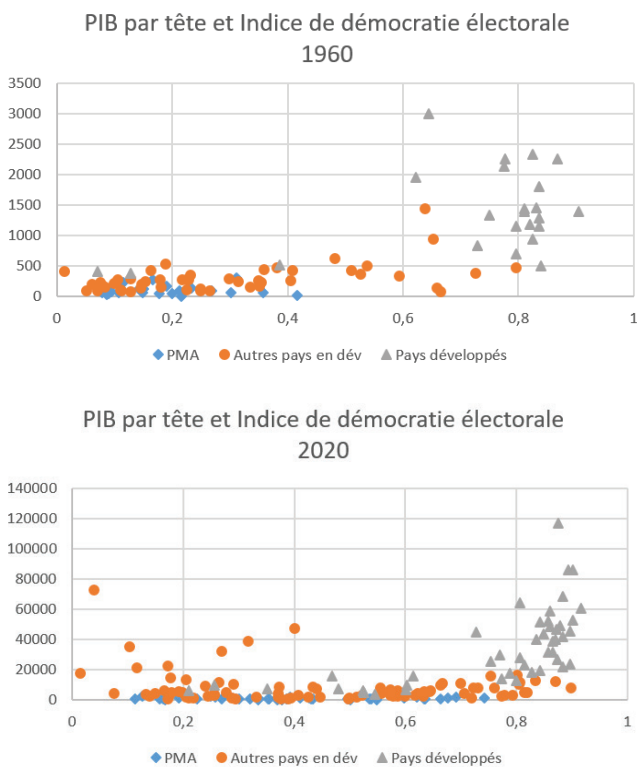
Source : Lees 2021.

On constate que cette distance ne diminue pas avec le temps pour le G77, y compris pour les 25 % de pays les plus « proches » du vote des États-Unis. Après un accroissement marqué jusqu'au milieu des années 1990, la « cohérence géopolitique » du G77, telle que mesurée par cet indicateur, demeure à un niveau assez élevé, significativement supérieur à celui des pays de l'OCDE. Il y aurait donc persistance en termes d'identité politique de la bipartition du monde entre « pays développés » et « pays en développement » selon des contours proches de ceux définis dans les années 1960.

Cette cohésion politique ne tiendrait d'ailleurs pas qu'aux alliances géopolitiques, mais aussi à la nature des choix politiques internes, et notamment au positionnement quant à la

démocratie libérale. Le graphique ci-dessous contraste la répartition des pays du monde en 1960 et 2020 selon leur PIB par tête et leur niveau de démocratie électorale (indice V-Dem), en distinguant pays développés et en développement (et PMA voir ci-dessous) conformément à la nomenclature M49 des Nations unies.

Graphique 7 – Répartition des pays du monde selon leur PIB par tête et niveau de démocratie électorale



Source : V-DEM, WDI.

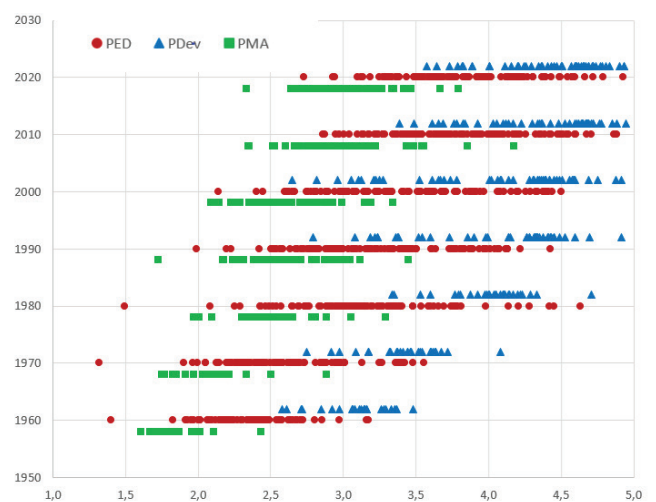
Ce graphique doit être examiné en regard de ceux comparables sur des variables purement économiques et sociales (graphiques 4 et 5 ci-dessus). La séparation du monde en deux blocs y est parfaitement marquée de façon semblable en 1960, mais d'une certaine façon elle subsiste, quoique moins marquée, en 2020 sur la variable démocratique. La dichotomie du développement, telle qu'issue des années 1960, conserve un pouvoir explicatif du degré de démocratie internationale.

3.2 – La séparation du politique et de l'économique

Le fait qu'il existe une identité politique commune aux pays définis comme « sous-développés » dans les années 1950-1960 puis en développement dans les années 1980 semble confirmé par les analyses ci-dessus. Il n'est dès lors pas surprenant que ce groupe de pays joue un rôle politique dans les négociations et les politiques internationales, notamment à travers le G77.

Mais le développement vu comme une identité politique et le développement vu comme un rang économique définissent des cartographies de plus en plus divergentes. À titre d'illustration, le graphique ci-dessous met en regard les PIB par tête en dollars courants des pays classés dans les principales catégories des Nations unies : pays les moins avancés, autres pays en développement et pays développés. Autrement dit, il croise les répartitions de pays selon une lecture à dominante politico-historique des inégalités (la classification M49) et une lecture purement « niveau de vie matériel » de ces mêmes inégalités (le PIB par tête).

Graphique 8 – Représentation de différents groupes de pays (Nations unies) selon leur PIB par tête



Source : WDI, nos calculs.

Sur ce graphique chaque point représente un pays des catégories « PMA », « autres pays en développement » (selon M49) et « pays développés » (selon M49) et est classé sur l'axe des abscisses selon le PIB par tête des pays concernés en base logarithmique, et ce pour chaque année de début de décennie.

Dès les années 1960, les inégalités historico-politiques et économiques ne se recoupaient pas parfaitement du fait de quelques *outsiders*^[22]. Dès 1970 et surtout 1980, les pays du Golfe se sont ajoutés à ces points divergents. En 1990 et 2000, le phénomène inverse s'observe. Certains pays considérés comme développés selon le M49, issus de la chute de l'empire soviétique, ont des niveaux de PIB par tête comparables à ceux de pays en développement.

Mais surtout, ce qui caractérise la situation la plus récente 2020, c'est l'amplitude et le nombre de pays concernés par ce chevauchement des distributions qui montrent que les pays en développement au sens historico-politique (selon la nomenclature M49) et les pays développés tels que mesurés par les PIB par tête décrivent des catégories de pays totalement enchevêtrées.

Ce graphique illustre donc la divergence croissante, et qui ira encore en s'accroissant dans le futur, entre une conception historico-politique du monde en développement et une conception économique de ce même monde.

La bipartition « politique » du développement semble presque figée dans le temps à l'image de la classification M49 qui a connu très peu d'évolutions depuis son origine il y a plus de 50 ans^[23]. À l'inverse le développement économique réel qui dessine un monde de plus en plus fluide où 34 pays ont ainsi rejoint le groupe des pays à

revenus élevés^[24] depuis 1990 (Banque mondiale 2024).

À cette divergence s'ajoute la diversité des découpages géographiques propres à chaque politique internationale, qui ont eu tendance par nature à figer les cartographies existantes à l'origine des négociations. Ainsi la cartographie des politiques commerciales est semblable à la dichotomie du développement existante en 1964 à l'origine du GATT, de même que l'équilibre international de 1992 semble avoir gelé la cartographie des négociations climatiques.

Ces cartographies toutes différentes et usant d'une même terminologie sont la source d'une profonde confusion dans le langage du débat international.

3.3 – Le « Sud global » au-delà du développement ?

Un début de clarification pourrait venir de l'usage croissant de l'expression de « Sud global », reflétant la tendance à la politisation croissante des catégories du développement (cf. graphique 9).

Alors que la ligne Brandt séparant le monde entre un Nord et un Sud date de 1980^[25], il y a bien une montée très rapide depuis le début des années 2000 de l'emploi des termes « Nord global » et surtout « Sud global », de manière non symétrique.

Si ces termes ont d'abord progressé plutôt dans l'espace médiatique, la CNUCED propose dans son dernier rapport sur le Commerce et le Développement (CNUCED 2024) de se saisir de la notion de Sud global comme nouveau support d'analyse. Elle remarque que l'emploi « officiel » de ce concept a surtout explosé ces deux dernières années (CNUCED 2024).

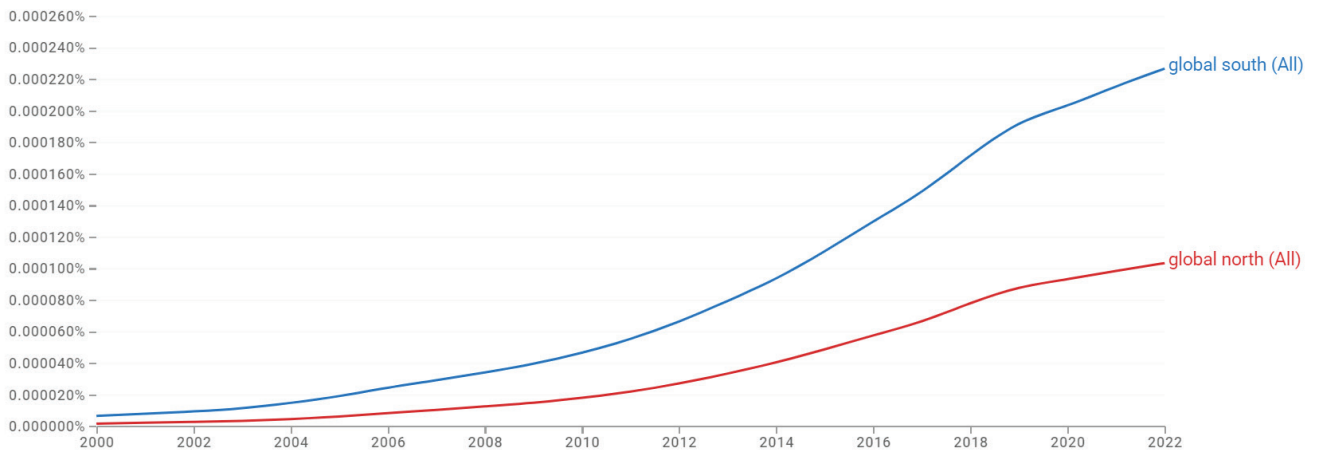
[22] Quelques pays en développement ayant des niveaux de PIB par tête comparables à ceux de pays développés en partie du fait d'effets de taux de change : par exemple Bahamas, Venezuela ou Trinidad et Tobago.

[23] L'Afrique du Sud y est passée de pays développé à pays en développement en 1993. La Corée du Sud (1994), Chypre et Israël (2018) ont effectué le chemin inverse.

[24] Il est parfois dit que ces nouveaux pays à revenus élevés sont souvent des pays de petite taille qui changent peu la cartographie du monde (Banque mondiale 2024). Mais ce n'est qu'en partie vrai : la Corée du Sud, la Pologne, le Chili ont rejoint depuis le début du siècle les pays à revenus élevés. C'est aussi le cas de la Russie (et de la Bulgarie) en 2025, et ce pourrait être le cas de la Chine dans les 5 années à venir.

[25] En 1980, à la demande de la Banque mondiale, une commission indépendante présidée par l'ex-chancelier allemand Willy Brandt, produit un rapport intitulé « Nord-Sud : un programme de survie ». (Brandt 1980) Sa couverture qui s'orne d'une carte du monde qui met en évidence la limite nord-sud délimitant le « nord » riche et le « sud » sous-développé a gravé dans les esprits la division géographique et économique du monde selon ce que l'on a longtemps appelé la « ligne Brandt ».

Graphique 9 - Fréquence d'utilisation des termes Sud global et Nord global



Source : Google N-Viewer.

“Since 2023, references to the global South have featured in the official documents of the G20, Group of Seven and BRICS summits. In January 2024, the term was included in the outcome document of the Third South Summit held in Kampala, Uganda. For the first time, 134 member States of the Group of 77 collectively agreed to place ‘the Global South onto a more influential and equal footing in the international arena and in mutually beneficial cooperation with all partners’ (Group of 77, 2024)”.

(CNUCED 2024)

Or si chacun convient que le sud global a connu un développement inégal, mais parfois spectaculaire, et donc a à la fois divergé en son sein et progressé en termes de poids global, cela n’implique pas forcément que cette insatisfaction partagée ait pour autant diminué :

“The Global South has increased its significance within the world economy, but there is no sign that states of the Global South are any less dissatisfied with their positions in global economic and political hierarchy.”

(Lees 2021)

Certains analystes présentent le Sud global comme un espace de résistance (Haug *et al.* 2021) contre la domination du nord, ou comme un ensemble réuni par un sentiment d’insatisfaction face à l’ordre international (Lees 2021) :

“The states of the Global South are dissatisfied states that have repeatedly asserted that the world order is unjust and reflects the interests of the North.”

(Lees 2021)

Le Sud global doit ainsi être regardé comme un concept purement géopolitique et non pas multidimensionnel comme l’était le monde en développement. Sud et Nord global ne dessinent ainsi en rien une partition de la pauvreté mondiale ou des émissions de GES au niveau planétaire.

De fait il ne s’agit pas à proprement parler de catégories de pays. Même proche du Groupe des 77, le Sud global n’appelle pas à un périmètre précis visualisable sur une carte du monde sous forme d’une liste de pays. Il n’aspire pas non plus à former avec le Nord global une partition du monde ; le plus grand pays de la planète, la Russie,

n'appartient clairement ni au Sud global, ni au Nord global, tandis que d'autres pays comme la Colombie, le Chili ou le Costa Rica, peut-être bientôt le Brésil et l'Indonésie, avec un pied dans l'OCDE et l'autre dans le Groupe des 77 aspirent à intégrer les deux hémisphères globaux.

Parallèlement, le concept de « Nord global » se retrouve également dans le langage d'une rhétorique géopolitique, comme l'a pu utiliser Vladislav Sourkov, ancien conseiller politique du président russe :

« Puisqu'il n'existe pas de Sud sans Nord, on a pressenti l'idée du Nord dès lors qu'on s'est mis à user du terme de « Sud global ». L'idée de « Nord global » n'a pas pu prendre racine par le passé, tant qu'elle n'était encore qu'un pléonasme de celle d'Occident. Désormais, les contours du Grand Nord se précisent et prennent une signification tout à fait inédite. On a peine à croire que ces systèmes aujourd'hui antagoniques puissent finir par atteindre un tel niveau de convergence. »

(Sourkov 2024)^[26]

La CNUCED constate d'ailleurs que le Sud global est ainsi passé dans le langage courant de la politique (*policy vernacular*), peut-être parce qu'il s'agit d'un concept « informe » (*amorphous*) :

“Despite a history going back to the 1960s, the term ‘global South’ has been rather amorphous. It cannot be defined clearly on a map, and it comprises regions and countries with diverse histories, cultures and political-economic regimes. It often refers to the rise of individual countries rather than a cohesive group.”

(CNUCED 2024)

Inversement, on peut s'étonner de l'attachement persistant des pays membres du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE à la notion d'APD, largement inchangée depuis les années 1960. Comme si le « Nord global » trouvait ici une cohérence, « en creux » et rassurant, alors même que son intérêt devrait le pousser à élargir la liste des États, qui contribuent aux charges communes de la mondialisation.

Au total, la structure politique du monde ne correspond plus à sa structure matérielle, et le puissant mouvement de décarbonation en cours accélère encore cette déconnexion (Charbonnier 2025). L'apparition et l'affirmation rapide de la notion de « Sud global », remplaçant la notion dorénavant confuse de « pays en développement », s'inscrivent dans cette perspective.

Mais au-delà d'une clarification terminologique, la question cruciale est bien celle de la cohérence des cartographies des politiques globales.

[26] Sourkov, Vladislav. 2024. « La naissance du Nord global ». Dans « Portrait d'un monde cassé : L'Europe dans l'année des grandes élections ». Sous la direction de Guiliano da Empoli. *Le Grand Continent*. 120-27.

4.

**De la dichotomie
à la dichotomanie**

4.1 – La dichotomie du développement dissoute dans les ODD ?

La fin d'un monde divisé en deux, et la désintégration du monde en développement qui en découle, a bien entendu déjà été diagnostiquée par des analystes (Rosling 2013 ; Alonso *et al.* 2014 ; Georgalakis 2016) et par des acteurs influents du développement (Gates 2013), qui ont remarqué que l'hétérogénéité statistique trop forte du concept « pays en développement » n'en faisait plus une catégorie d'analyse pertinente et performative dans le champ économique et social.

Dans ce contexte, l'adoption des ODD en 2015 à l'unanimité de l'assemblée générale des Nations unies est une date charnière. Jusqu'alors la communauté internationale était engagée sur les Objectifs du millénaire (OMD) basés sur les spécificités objectives, économiques et sociales, du groupe des pays en développement. Le passage aux objectifs de développement durable qui incluent la biodiversité, le climat, la protection des océans, la cohésion sociale, la paix, la consommation responsable, entraîne une forme de dissolution de la dichotomie du développement. D'une part aucun pays n'est « développé » du point de vue du développement durable, et au contraire tous les pays sont d'une certaine manière « en développement ». D'autre part, les objectifs tendent à un monde en commun et non plus à la contribution d'un groupe de pays, les pays développés, aux objectifs d'un autre groupe, les pays en développement.

Les ODD portent ainsi en eux une refonte, encore inachevée, du cadre du financement international de l'APD à l'ISD^[27] et une nouvelle représentation de l'ordre du monde.

Logiquement, à partir de 2016, la base de données la plus utilisée par le monde du développement, les *World Data Indicators* de la Banque mondiale, a déclaré abandonner la distinction entre pays développés et pays en développement.

“Motivated by the universal agenda of the Sustainable Development Goals, this edition of World Development Indicators also introduces a change in the way that global and regional aggregates are presented in tables and figures. Unless otherwise noted, there is no longer a distinction between developing countries (defined in previous editions as low- and middle-income countries) and developed countries (defined in previous editions as high-income countries).”

(World Bank 2016)

Cette « révolution », qui est analysée comme une suite logique de l'adoption des ODD, n'est cependant pas assortie d'autres arguments.

Par la suite, les *datascientists* de la Banque mondiale ont confirmé cette proposition d'abandon et recommandé à plusieurs reprises de ne plus utiliser pour l'analyse les catégories de pays développés et en développement (Khokhar et Serajuddin 2015 ; Fantom et Serajuddin 2016), notamment dans un article de Blog intitulé « Il est temps de cesser de parler du monde en développement » (Mahler *et al.* 2024). Les arguments sont ceux déjà exposés : une trop forte hétérogénéité du groupe « pays en développement » et une solution de continuité artificielle entre « développés » et « en développement » qui introduit une « fausse hiérarchie entre les pays ». Plus significatif encore, la division statistique des Nations unies déclare elle-même à partir de 2021 cesser d'utiliser la dichotomie du développement. L'explication qui accompagne ce changement mérite d'être reproduite *in extenso*.

“There is no definition of developing and developed countries (or areas) within the UN system. However, in 1996 the distinction between ‘Developed regions’ and ‘Developing regions’ was introduced to the Standard country or area codes for statistical use (known as M49). These groupings were intended solely for statistical convenience at the

[27] Voir à ce sujet Melonio, Thomas, Jean-David Naudet et Rémy Rioux. 2024. *Deux poids deux mesures pour le financement du développement*. Policy Paper 14. Paris : Editions Agence française de développement

time^[28] and did not express a judgement about any country' or area's stage of development. Over time the use of the distinction between 'Developed regions' and 'Developing regions', including in the flagship publications of the United Nations, has diminished. Since 2017, the Sustainable Development Goals (SDGs) report and the statistical annex to the Secretary General's annual report on SDGs progress uses only geographic regions without referring to the two groupings of developed and developing regions. Therefore, following consultation with other international and supranational organizations active in official statistics, the 'Developed regions' and 'Developing regions' were removed from the 'Other groupings' of the M49 in December 2021"

(UNSD—Methodology)^[29]

Cette gêne à propos des catégories actuelles du développement, et de leurs usages, est de fait généralisée. Elle vaut tout autant, sinon plus, pour les catégories issues de traités ou d'accords internationaux comme le dit elle-même l'OMC :

"[T]he WTO remains stuck in a simplistic and clearly outdated construct of 'North-South' division, 'developed' and 'developing' countries. Each is a seemingly static set, regardless of economic, social, trade, and other indicators. This binary construct does not reflect the realities of 2019."

(WTO 2019a, 2)

Il en est de même de la classification de la Convention-cadre des Nations unies sur les Changements climatiques (CNUCC/UNFCCC) qui ne correspond plus à la cartographie actuelle des émissions mondiales.

[28] Nous soulignons nous-mêmes, avec étonnement, que pour les Nations unies le partage du monde entre pays développés et pays en développement n'aurait été qu'une commodité statistique propre à une époque.

[29] Voir : <https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49/>.

Il existe donc une reconnaissance largement partagée au sein des institutions internationales que la séparation entre pays en développement et pays développés n'est plus pertinente de multiples points de vue. Pour autant, l'usage de ces catégories est-il vraiment en recul ?

4.2 – De la difficulté à voir le monde autrement que coupé en deux ?

La dichotomie du développement est incluse de manière formelle, même si c'est avec des définitions différentes à chaque fois, dans nombre de traités et d'accords internationaux. On ne peut de ce point de vue que préciser son périmètre à mesure qu'il sera possible d'évoluer vers d'autres cartographies plus pertinentes.

Mais au-delà de ces usages formels, cette bipartition reste omniprésente dans l'ensemble du discours sur le développement et sur les politiques internationales.

Ainsi, alors même que les responsables de la banque de données de la Banque mondiale, et plusieurs de ses analystes éminents (voir ci-dessus) recommandent l'abandon de la dichotomie du développement, les rapports officiels de la Banque mondiale continuent d'employer de manière courante les catégories associées. Ainsi le rapport sur le développement dans le monde 2024 *The middle income trap* utilise 47 fois (hors bibliographie) l'expression « pays en développement ».

Du reste, le périmètre d'action de la Banque mondiale reste implicitement défini par la notion de pays en développement, englobant les trois catégories inférieures de pays classés par leur revenu moyen par habitant, ce qui montre la difficulté à s'extraire des catégorisations même lorsqu'elles apparaissent en partie problématiques.

Au-delà de la Banque mondiale elle-même, l'assimilation des pays à revenus faibles et intermédiaires à celle des pays en développement continue à être faite de façon tout à fait officielle par l'OCDE pour désigner l'ensemble des pays receveurs

d'aide publique au développement (APD). C'est donc, à sa suite, tous les gouvernements et organisations donateurs d'APD qui utilisent couramment et officiellement cette catégorisation. En France par exemple, l'intitulé « pays en développement » est mentionné 25 fois dans la loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales du 4 août 2021.

Cette contradiction est tout aussi marquée aux Nations unies. Ainsi à côté de l'annonce de la suppression des catégories « développés » et « en développement » dans la nomenclature M49 selon l'argumentaire repris en citation dans la section précédente, le même site de l'UNSD constate que la demande de classification développés/ en développement reste élevée, et tout en proposant de l'abandonner pour elle-même dans la classification M49, elle convient dans le même texte de la maintenir (et même de l'actualiser) pour les utilisateurs qui la demande :

“However, several users expressed the need to maintain the distinction of developed and developing regions based on the understanding that being part of either developed or developing region is through sovereign decision of a state. Therefore, a file was created that contains an updated classification of developed and developing regions as of May 2022, in addition to the historical classification of December”

(UNSD—Methodology, *op. cit.*)

Dans l'ensemble, la dichotomie du développement reste extrêmement utilisée dans les publications des Nations unies, à tel point que l'on peine à imaginer ce que seraient certaines de ces publications sans la séparation entre « monde développé » et « monde en développement ». Par exemple, l'expression « pays en développement » apparaît 351 fois en 321 pages dans le *Trade and Development Report 2023* de la CNUCED.

Même dans les analyses tournées vers l'avenir, ces catégories, pourtant issues du passé, occupent une grande place. Ainsi le *zero draft*

communiqué par l'UNDESA (2025) pour la conférence de Séville de juillet 2025 sur le financement du développement utilise 89 fois le terme « pays en développement » en 29 pages, sans en préciser du reste le périmètre.

De même, le rapport *The triple Agenda* (IEG 2023a ; 2023b) commandé à un groupe d'experts indépendants par le G20 pour renforcer le rôle des banques multilatérales dans le financement des ODD fait un large recours à la catégorie « pays en développement », qui est mentionnée 46 fois au fil du texte (34 dans le tome 1 et 12 dans le tome 2). Là encore cette catégorie de pays en développement n'est jamais précisée.

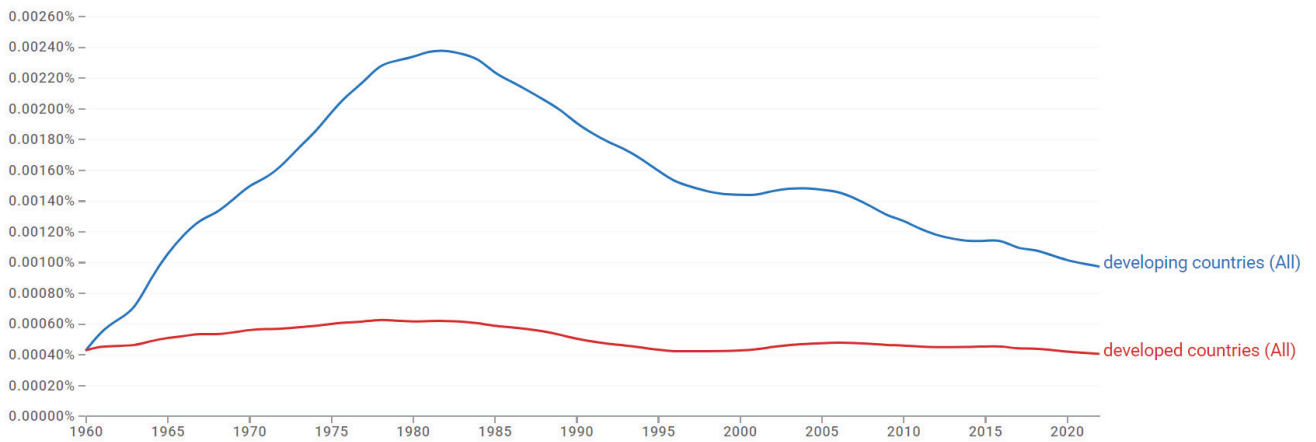
C'est souvent dans cette optique d'autoévidence, sous-estimant l'entre-deux du développement analysé ci-dessus, que les catégories simples et éprouvées par l'usage de « pays développés » et « en développement » ont largement débordé le langage des institutions internationales pour s'étendre aux médias, à l'enseignement et même au langage courant.

Le graphique ci-dessous reprend la fréquence d'utilisation des expressions « pays en développement », « pays développés » dans les livres enregistrés par la base *Google Book*. La comparaison avec le graphique 9 montre que l'usage « pays en développement » est 50 fois plus fréquent que de « Sud global » (*cf.* graphique 10).

La fréquence d'usage de la catégorie « pays en développement » est certes en diminution à partir d'un pic constaté au début des années 1980. Cette diminution est toutefois très progressive et de plus mesurée en fréquence sur un flux d'ouvrage dont le nombre va croissant.

Plus surprenante encore est la stabilité depuis 60 ans de la fréquence d'usage du terme « pays développés » qui, au-delà de son obsolescence et de la marque de supériorité qu'il contient, est devenu en outre par nature inapproprié avec l'avènement des ODD, l'émergence des BRICS et l'incompatibilité croissante entre les trajectoires des pays les plus riches avec les limites planétaires.

Graphique 10 - Fréquence d'usage de la dichotomie du développement



Source : Google N-Viewer.

L'usage de la dichotomie du développement apparaît donc comme machinal et peu réfléchi, ce qui conduit à la qualifier de « dichotomanie ». Il est fait le plus souvent sans préciser si l'on se réfère à une conception plutôt politique ou plutôt économique de la notion de développement. En dépit du caractère imprécis et obsolète de catégories comme « pays en développement » et « pays développés », l'ensemble des analyses de la littérature tout aussi institutionnelle, spécialisée que grand public en fait un très large usage, à peine en diminution, en proposant très rarement une définition précise, semblant se référer plutôt à une identité autoévidente et essentialisée.

Cette dichotomie participe à créer un langage confus pour les politiques globales qui rend plus délicat l'enjeu de les resituer dans des cartographies pertinentes, comprises et acceptées par l'opinion publique.

5.

**Pour une nouvelle
syntaxe spatiale
des politiques
globales**

5.1 – Des cibles prioritaires pour les politiques publiques : PMA et pays vulnérables

L'agenda 2030 des Nations unies repose sur les ODD mais également sur un deuxième mot d'ordre : *"leave no one behind"*. Il a ainsi redonné un élan à une catégorie, née en 1971, qui avant été un peu oubliée : les pays les moins avancés (PMA). La catégorie PMA est constituée de 45 pays en 2024^[30]. Elle est définie par le Comité des Politiques de Développement des Nations unies à partir de trois séries de critères portant sur le revenu par habitant^[31], le capital humain^[32] et la vulnérabilité économique et environnementale^[33] [34].

Sans doute du fait de la variété de cet ensemble de critères, la catégorie des PMA apparaît comme une catégorie tout à fait homogène en son sein et opposable aux autres catégories du point de vue des différentes dimensions des inégalités internationales.

C'est le cas en particulier en ce qui concerne les critères économiques. La catégorie des PMA demeure une catégorie cohérente du point de vue des revenus par tête comme le montrent les nuages de points relativement concentrés pour cette catégorie du graphique 8 ci-dessus.

[30] En 2024, les PMA sont les suivants : Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Laos, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Timor oriental, Togo, Tuvalu, Yémen et Zambie. Les PMA intègrent la quasi-totalité des 26 pays à faibles revenus de la Banque mondiale (à l'exception de la Syrie et de la Corée du Nord) ainsi que les 33 pays à faible développement humain du PNUD (à l'exception de la Côte d'Ivoire, du Pakistan et du Nigeria).

[31] Revenu national brut par habitant.

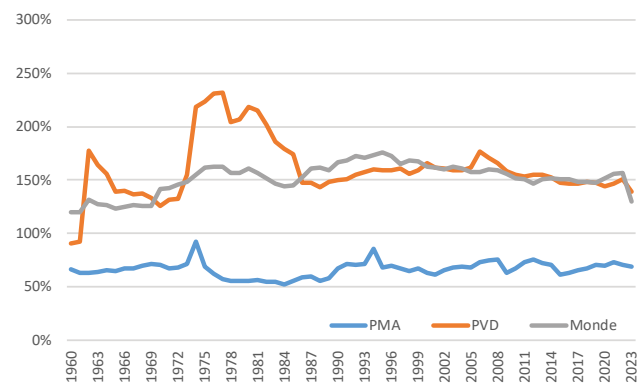
[32] Les indicateurs retenus en 2020 sont : taux de mortalité des moins de 5 ans ; Prévalence du retard de croissance ; Rapport de mortalité maternelle ; Taux brut de scolarisation dans le secondaire ; Taux d'alphabétisation des adultes ; Indice de parité entre les sexes des effectifs enseignants du secondaire.

[33] Part de l'agriculture, sylviculture et pêche dans le PIB ; Eloignement enclavement ; Concentration des exports de marchandises ; Instabilité des exportations de biens et services ; Part de la population vivant dans des zones côtières à faible altitude ; Part de la population vivant dans des zones arides ; Instabilité de la production agricole, Victimes de catastrophe.

[34] Voir Nations unies, Département des affaires économiques et sociales et Comité des politiques de développement. 2021. *Manuel relatif à la catégorie des pays les moins avancés : inscription, retrait et mesures spéciales de soutien*. 4^e édition. S. I. : Nations unies. <https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/LDC-Handbook-2021-French.pdf>.

De manière plus précise, le graphique ci-dessous reprend les coefficients de variation (écart-type sur moyenne) des PIB par tête (exprimés en dollars courants) pour le monde entier, les pays en développement (au sens de la nomenclature M49 des Nations unies) et des PMA.

Graphique 11 - Coefficient de variation des revenus moyens pour différentes catégories de pays



Source : WDI, nos calculs.

Ce graphique confirme les analyses précédentes sur l'hétérogénéité économique de la catégorie pays en développement pris au sens historico-politique (nomenclature M49) et donc son inadéquation à décrire les inégalités économiques. En effet, le coefficient de variation y est pratiquement identique à celui de l'ensemble des pays du monde : autrement dit deux pays en développement sont en moyenne aussi différents du point de vue de leur PIB par tête que deux pays quelconques.

En revanche, ce n'est pas du tout le cas de la catégorie « pays les moins avancés » qui apparaît au contraire remarquablement homogène du point de vue des revenus, et cela de façon stable dans le temps : la catégorie des PMA apparaît aussi économiquement cohérente en 2023 qu'elle l'était en 1960^[35].

La méthodologie permettant de définir la liste des PMA donne une large place aux indicateurs sociaux, et de manière moindre environnementaux.

[35] La catégorie PMA n'existait pas en 1960. La courbe a été tracé en considérant les pays classés comme PMA en 2023.

La cohérence de cette classification constatée dans le domaine économique va donc bien au-delà des seuls PIB par tête. Les PMA sont au nombre 45 en 2024. Ils représentent 14 % de la population mondiale, mais moins de 1,3 % du PIB mondial, moins de 1 % du commerce mondial et moins de 2 % des émissions de GES. Ces données suffisent à convaincre que le Groupe des PMA représente également de façon pertinente une forme d'inégalité multidimensionnelle, y compris géopolitique avec par exemple environ 2 % des droits de vote au Groupe Banque mondiale.

Cela fait d'ailleurs largement consensus. Beaucoup d'organisations adoptent, en plus d'une dichotomie entre pays développés et pays en développement, la catégorie des PMA comme spécifique, même lorsqu'il s'agit d'organisation où les classifications sont faites sur une base d'auto-identification comme l'OMC.

La catégorie PMA intègre des éléments de vulnérabilité (voir note 24), mais reflète sans doute insuffisamment les vulnérabilités politiques, environnementales et surtout climatiques, qui prennent désormais une place majeure dans l'analyse des inégalités internationales. Pour plus de cohérence encore, les politiques publiques pourraient donc utilement adopter une cartographie des inégalités qui ciblerait les PMA et autres pays les plus vulnérables à certains éléments spécifiques tels que le changement climatique et les risques de conflit. Cette qualification complexe de vulnérabilité est elle-même fortement multicritères avec des dimensions qualitatives importantes, et ne fait pas l'objet à ce jour d'une cartographie mondiale qui pourrait être consensuelle^[36].

Dans une tentative de convergence de de différentes approches, les Nations unies (OHRLS^[37]) ont établi récemment un indice de vulnérabilité multidimensionnelle (dont la vulnérabilité au changement climatique) qui pourrait faire avancer la communauté internationale vers un consensus dans ce domaine^[38]. Mais cet indicateur (MVI) n'est calculé que pour les pays en développement au sens de la nomenclature M49 des Nations unies, c'est-à-dire pour Singapour, la Chine et l'Arabie saoudite, mais pas pour le Japon, Chypre ou l'Ukraine. Cela montre à quel point la dichotomie du développement prime encore dans l'architecture institutionnelle internationale et est devenue un obstacle plus qu'un outil pour analyser les inégalités mondiales dans toutes leurs dimensions.

La catégorie de PMA, à laquelle pourrait être adjoints les pays les plus vulnérables au changement climatique, pourrait ainsi remplir utilement le même rôle que les pays en développement jouaient dans les années 1950-1970, celui de concentrer l'ensemble des dimensions des inégalités qu'elles soient économiques, sociales, environnementales et politiques. Elle apparaît comme une catégorie pertinente pour structurer l'ensemble des politiques globales en particulier sous leur angle de solidarité et de lutte contre les inégalités et pour allouer les financements concessionnels.

5.2 – Au-delà des PMA : monde en commun, responsabilités différenciées et cartographies spécifiques

Au-delà de ce groupe cible prioritaire, les ODD adoptés à l'unanimité des nations du monde ont bien mis en avant le concept de « monde en commun » qui a dissout la bipartition du monde, tout en s'accompagnant bien sûr d'un principe de responsabilité commune, mais différenciée dans les enjeux globaux.

[36] Plusieurs indicateurs existent. Par exemple l'Université Notre-Dame (Indiana) calcule et publie un indice international de vulnérabilité au changement climatique : le *ND Gain Country Index* (voir : <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/>). Cet indice repose sur trois dimensions (exposition, sensibilité, capacité d'adaptation) analysées dans 6 secteurs (alimentation, eau, santé, services écosystémiques, habitat, infrastructures). Il aboutit à un ordre de niveau de vulnérabilité qui respecte assez bien les catégories originelles (au sens M49) de pays développés et en développement, avec les pays d'Europe du nord et de l'ouest et d'Amérique du nord y occupant les premières places. En revanche, autre exemple, le *Physical Vulnerability to Climate Change Index* (PVCCI) calculé par la FERDI combinant 10 composantes (5 mesures de chocs climatiques et 5 mesures d'exposition) (Feindouno *et al.* 2020) renverse significativement complètement les hiérarchies économiques et sociales (voir : <https://ferdi.fr/en/indicators/an-index-of-physical-vulnerability-to-climate-change>).

[37] Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing States

[38] Voir : United Nations. 'Multidimensional Vulnerability Index. High Level Panel on the Development of a Multidimensional Vulnerability Index'. <https://www.un.org/ohrls/mvi>.

Ce principe de mondialisation des enjeux selon des responsabilités différenciées peut conduire les plus réformistes à proposer une gestion commune des biens publics mondiaux alimentée par une forme de taxation mondiale progressive, mais universelle (Sumner *et al.* 2020 ; Glennie 2020).

Plus pragmatiquement, il est possible d'esquisser ce que pourraient être des cartographies plus cohérentes pour les grandes politiques globales actuelles.

La politique commerciale internationale distingue déjà les PMA comme un groupe spécifique auquel sont associés des accès préférentiels au marché et des traitements spéciaux. En revanche, la subdivision développés/en développement utilisée par l'OMC ne correspond plus à aucune réalité commerciale objective. On peut penser qu'un découpage basé sur des critères géographiques, continentaux et sous-continentaux, en liaison avec les espaces commerciaux eux-mêmes et les institutions régionales, constituerait une base plus cohérente de discussion des politiques commerciales globales, en protégeant les avantages conférés aux PMA auxquels pourraient s'ajouter les pays les plus vulnérables.

La politique climatique globale s'appuie sur un découpage géographique figé à partir des rapports internationaux de 1992. L'enjeu climatique est particulièrement complexe puisqu'il met en avant des questions tout à fait spécifiques d'interdépendance et de justice, reposant sur une notion de responsabilité qui se cumule historiquement^[39]. Toutefois, on peine à croire qu'un découpage qui traite à l'identique, pour les questions de finance climat en particulier, la Chine et le Burundi ou encore l'Arabie Saoudite et le Vanuatu, permette au mieux de se projeter dans le futur. L'avenir des politiques climatiques ne peut que reposer sur une convergence progressive des catégories de pays vers la véritable géographie des enjeux, des émissions, des responsabilités et des vulnérabilités, qui confèrera elle aussi certainement une place spécifique à la catégorie des PMA.

[39] Il constitue également un des seuls domaines où la dichotomie originelle du développement n'était pas incontestable, même il y a 50 ou 60 ans puisque les pays riches en matières premières émettaient déjà plus par tête que bon nombre de pays développés. Ainsi selon WDI, les 6 premiers pays émetteurs de gaz à effet de serre par tête en 1970 étaient tous des pays en développement selon la nomenclature historico-politique M49.

In fine, la politique de financement du développement pourrait être scindée, en suivant Melonio *et al.* (2022), en d'une part la politique de solidarité internationale et d'autre part des politiques de financement des biens publics globaux, dont le climat, et plus généralement de gestion et de financement d'intérêts communs.

La politique de solidarité internationale apparaît ainsi comme un enjeu séparable, qui appelle elle aussi à un certain renouvellement de son cadre géographique. Elle pourrait être davantage centrée sur les PMA et pays les plus vulnérables et s'exprimer depuis un large groupe de pays donateurs.

Cela ne correspond pas à la situation actuelle : la communauté internationale a certes retenu un objectif spécifique de solidarité pour les PMA, entre 0,15 % et 0,20 % du RNB des pays donateurs. Mais d'une part cet objectif peut sembler faible par rapport à l'objectif de 0,7 % fixé pour l'effort global de solidarité pour le développement, et d'autre part il est beaucoup moins évoqué et défendu dans le débat international. Tout semble se passer comme si les « pays en développement » non-PMA, dont on a vu que certains présentaient beaucoup de caractéristiques de pays développés selon certaines dimensions, devaient être les cibles principales de l'effort international de solidarité.

De même la politique de solidarité internationale devrait refléter la mobilisation, importante et diversifiée, envers les PMA et autres pays vulnérables, d'un groupe de pays donateurs plus large que celui du CAD de l'OCDE, ensemble de pays trop proche de ce que l'on appelait les « pays développés » dans les années 1980.

Au total, il ne s'agirait pas d'une possible dichotomie mais bien d'un cadre financier et de référence unique, conforme à l'agenda des ODD, mais qui prévoirait un effort spécifique et donnerait une garantie financière à un groupe de pays prioritaires, pour ne laisser personne de côté. Un financement généreux et à la mesure des défis posés par la gestion des biens communs, partout dans le monde, éviterait les effets de seuils.

Conclusion

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, hormis l'espace clos communiste autour de l'URSS, le constat s'est imposé d'un monde séparé en deux groupes de pays distincts à tous points de vue : riches et pauvres, industrialisés et agricoles, en voie de peuplement et déjà peuplés, dominants et dominés, développés et en développement. Cette dichotomie si frappante, qui s'est étendue au monde entier à mesure que l'empire soviétique déclinait, a structuré tout le processus de mondialisation du milieu du XX^e siècle jusqu'à aujourd'hui et a servi de syntaxe spatiale aux institutions internationales et aux politiques globales, celles-ci se sont écrites jusqu'à ce jour dans la langue du développement.

Or, ce monde coupé en deux n'existe plus aujourd'hui du point de vue du niveau de développement des populations. Les inégalités restent toujours aussi profondes, mais le monde est devenu compact d'un point de vue économique et social : plus de 40 % des pays que le PNUD classe dans la catégorie de « développement humain très élevé » ne sont ni européens ni nord-américains. Dans le même temps, les catégories de « pays développés » et « pays en développement » telles que définies au milieu du siècle dernier continuent à avoir un sens en termes d'identité politique et de mobilisation dans les arènes internationales et dans les médias.

Cette divergence entre la structure politique et la structure matérielle du monde brouille le langage de la mondialisation. Une grande confusion émane en effet de la multiplicité de nomenclatures internationales toutes différentes bien qu'employant des catégories voisines ou similaires, et piège le débat international par l'ambiguïté des catégories utilisées.

Mais surtout, la coexistence d'un monde politique « en chameau » et d'un monde économique « en dromadaire » a mis en tension la structure spatiale des politiques publiques : le premier receveur d'aide, l'Ukraine, est souvent considéré comme un pays développé tandis que le premier créancier des pays à faibles revenus, la Chine, reste officiellement un pays en développement, les dix premiers pays émetteurs par habitant de gaz à effet de serre en 2023 figurent tous hors annexe I des accords climat.

Les enjeux globaux appellent à des engagements de long terme, comme ceux du *New Climate Quantitative Goal* (NCQG) pris à Bakou à l'horizon 2035 et au-delà. Pour qu'ils puissent advenir réellement, et, partant, recueillir l'assentiment des peuples, il est nécessaire de commencer à se départir de l'emprise de la dichotomie du développement.

Cela peut s'opérer en rapprochant le monde politique du monde matériel à travers par exemple la réforme des institutions internationales et l'évolution des règles du jeu et des normes qui régissent ces politiques. Mais cela doit également se faire en adoptant une nouvelle syntaxe spatiale par les politiques globales.

Le groupe constitué des PMA, auquel pourraient être ajoutés les pays les plus vulnérables au climat et aux conflits, concentre aujourd'hui l'ensemble des inégalités multidimensionnelles. Il a vocation à occuper une place spécifique dans l'ensemble des politiques globales, conformément au principe de solidarité et de lutte contre les inégalités. Au-delà, les principes retenus devraient être ceux d'un monde en commun issu des ODD, de responsabilité commune, mais différenciée qui dérivent des accords climat et d'adaptation d'une cartographie spécifique à la nature de la politique concernée.

Concernant le financement du développement (voir Melonio *et al.* 2022 ; 2024), ces principes appelleraient tout d'abord à élargir la communauté des pays sources de transferts financiers officiellement enregistrés, conformément à une réalité déjà pleinement effective mais dans un cadre commun. Par ailleurs, le financement du développement devrait s'appuyer sur deux piliers et instruments distincts : d'une part une politique fondée sur la solidarité et destinée à réduire les inégalités internationales s'adressant aux PMA et pays les plus vulnérables, et d'autre part une politique de financement commun des enjeux globaux basée sur l'efficacité financière et sur une contribution en proportion des responsabilités et capacités de chacun.

Annexes

Les nomenclatures du développement dans les institutions internationales

Les nomenclatures du développement dans les organisations internationales peuvent être distinguées selon la nature statistique ou politique qui est donnée à la notion de développement, avec bien entendu de multiples situations hybrides.

Une première catégorie, de nature statistique, repose sur un classement par groupes de pays établi à partir d'un ou plusieurs indicateurs économiques, sociaux et/ou environnementaux. C'est le cas des classifications de la Banque mondiale et du PNUD, basées chacune sur l'élaboration d'un indicateur de comparaison internationale : respectivement le RNB par tête^[40] et l'Indicateur de développement humain (IDH). Les classifications de nature statistique procèdent de choix méthodologiques portant sur une sélection d'indicateurs, une règle d'agrégation et la fixation de seuils pour chaque classe. Ces choix peuvent être contestés, mais ils sont transparents vis-à-vis des utilisateurs, ce qui confère aux nomenclatures ainsi définies un certain caractère d'objectivité.

Une seconde catégorie est de nature juridique et/ou politique. Elle recouvre les classifications qui sont parties de traités ou d'accords. Elles se constituent de manière plus ou moins collectivement négociée. C'est le cas des classifications associées aux traités internationaux comme celles de l'UNFCCC ou de l'OMC, qui constitue un exemple particulièrement illustratif du rôle du critère d'« identité » dans certaines de ces classifications.

Enfin, une troisième catégorie est constituée de classifications raisonnées, définies de façon « experte » par des organisations internationales à partir de la conjonction de critères quantitatifs, tels que des indicateurs économiques et sociaux, et de critères qualitatifs d'origine historique, politique ou structurelle (par exemple existence de ressources pétrolières). C'est le cas de la classification M49 des Nations unies, mais aussi, plus curieusement, de celle utilisée par le FMI.

Les institutions concernées admettent en effet effectuer des choix multicritères, dont elles assument une forme d'arbitraire ou de non transparence. Ainsi le FMI n'a jamais justifié ses taxonomies de pays et déclare à ce propos sur son site :

“This classification is not based on strict criteria, economic or otherwise, and it has evolved over time. The objective is to facilitate analysis by providing a reasonably meaningful method of organizing data.”

International Monetary Fund. “World Economic Outlook Database. Groups and Aggregates”^[41]

Il en est de même pour les Nations unies et leur classification M49. Les Nations unies reconnaissent en effet que : *“there is no established convention for the designation of ‘developed’ and ‘developing’ countries or areas in the United Nations system”* (UNSD—Methodology, *op. cit.*).

À ces trois types de classification (technocratique, juridique/politique et hybride/experte), il faut ajouter les regroupements de type « clubs » de nature purement politique tels que l'OCDE, le Groupe des 77, le G20, les BRICS+. Ces « clubs », dont la composition est définie par affinités entre pairs et cooptation, ne constituent pas des classifications, et encore moins des partitions exhaustives des différentes nations du monde, mais ils jouent un rôle important dans la définition et l'évolution des classifications existantes en leur conférant, le cas échéant, une certaine cohérence d'origine politique.

[40] Calculé selon la méthode Atlas qui réduit les disparités de pouvoir d'achat dues aux taux de change.

[41] Voir : <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2023/April/groups-and-aggregates>.

Le rapprochement de ces groupes politiques avec les classifications du développement permet de classer ces dernières sur une sorte d'axe allant du plus technocratique, en l'occurrence les classifications purement statistiques, au plus politique, que sont les classifications juridiques obtenues par négociation, qui recoupent les regroupements de type clubs. On retrouve sans surprise ici la double origine du monde en développement analysée ci-dessus.

Au milieu, les classifications expertes peuvent également s'ordonner au long de ce même axe. Ainsi, la classification utilisée par le FMI, bien que ne relevant pas d'un pur traitement statistique, apparaît guidée avant tout par une logique technocratique autour de variables économiques. À l'opposé, la classification M49 des Nations unies, définissant une catégorie de pays en développement très proche du Groupe des 77, semble découler d'un critère dominant d'identité politique.

Le tableau ci-dessous donne un résumé de la façon dont les classifications du développement les plus utilisées peuvent elles-mêmes être catégorisées.

Tableau 1 - Les différentes classifications internationales du développement

AXE	INSTITUTIONS	NB CAT.	CATÉGORIES	CRITÈRES
Technocratique	CLASSIFICATIONS STATISTIQUES			
	Banque mondiale	4	Faible revenu Intermédiaire tranche inf. Intermédiaire tranche sup. Revenu élevé	Niveau de GNI <i>per capita</i> mesuré avec la méthode Atlas
	PNUD	4	Développement humain très élevé, élevé, moyen, faible	Niveau IDH calculé à partir d'indicateurs économiques et sociaux
	CLASSIFICATIONS EXPERTES			
	FMI	3	Économies avancées Marché émergents Pays en dév. à faible revenu	Méthodologie propre au FMI selon caractéristiques économiques
Politique	UN DESA	3	Économies développées Économies en transition Économies en développement	Méthodologie propre
	NU (UNSD M49)	2	Pays développés Pays en développement	Méthodologie propre avec critères historiques, politiques et économiques
	CLASSIFICATIONS JURIDIQUES			
	UNFCCC	3	Trois catégories, Annexe I, Annexe II (inclus dans Annexe I) et hors annexe I assimilé à pays en développement	Modalités des accords à partir de la situation lors du premier accord en 1992 lors de la première convention
	OMC	3	Pays développés Pays en développement (hors PMA) PMA	Modalité des accords basée sur l'auto-identification des pays en développement et catégorie PMA des Nations unies

Cet ordonnancement est toutefois à nuancer par de nombreuses situations hybrides. Les Nations unies ont certes une classification principale des pays en développement (M49) inspirée des identités politiques de ces pays, mais l'ONU établit également la liste des PMA^[42], qui elle repose sur une démarche technocratique basée sur des indicateurs de développement. Cette liste des PMA est d'ailleurs utilisée par de nombreuses institutions comme l'OMC par exemple, que l'on a décrite plus haut comme un exemple de la démarche d'une classification de nature politique. Il y a donc un enchevêtrement des différentes logiques de classification plus important que ne le montre le tableau ci-dessus, destiné à donner une première clarification pour appréhender la diversité des taxonomies existantes.

[42] La catégorie PMA est définie à partir de trois séries de critères : revenu, capital humain et vulnérabilité économique et environnementale (Voir : Nations unies. S. d. « Les pays les moins avancés ». Conférence. <https://www.un.org/fr/conferences/least-developed-countries>).

Bibliographie

- Alonso, J. A., Cortez, A. L., & Klasen, S. (2014). LDC and other country groupings: How useful are current approaches to classify countries in a more heterogeneous developing world. *Global Governance and Rules for the Post-2015 Era*, 347.
- Banque mondiale (2024). *The middle income trap*. World Development Report.
- Benson, W. (1942). The Economic Advancement of Underdeveloped Areas. *The Economic Basis of Peace*, 10–16.
- Birdsall, N., Williamson, J., & Deese, B. (2002). *Delivering on debt relief: From IMF gold to a new aid architecture*. Peterson Institute.
- Bouron JB., Carroué L & Mathian H. (2022), « Représenter et découper le monde : dépasser la limite nord-sud pour penser les inégalités de richesse et le développement », *Géococonfluences*, décembre 2022.
- Bracho, G. (2015). *In search of a narrative for Southern providers: The challenge of the emerging economies to the development cooperation agenda* (No. 1/2015). Discussion Paper.
- Brandt, W. (1980). *North South: a programme for survival; report of the Independent Commission on International Development Issues*. MIT, Cambridge, MA, US.
- Charbonnier, P. (2024). *Vers l'écologie de guerre. Une histoire environnementale de la paix*. La Découverte.
- CNUCED (2023). *Trade and Development Report*.
- CNUCED (2024). *Trade and Development report*.
- Easterly, W. (2003). Can foreign aid buy growth?. *Journal of economic Perspectives*, 17(3), 23–48.
- Fantom, N. J., & Serajuddin, U. (2016). The World Bank's classification of countries by income. *World Bank Policy Research Working Paper*, (7528).
- Farias, D. B. L. (2019). Outlook for the 'developing country' category: A paradox of demise and continuity. *Third World Quarterly*, 40(4), 668–687.
- Farias, D. B. L. (2023). Country differentiation in the global environmental context: Who is 'developing' and according to what?. *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics*, 23(3), 253–269.
- Farias, D.B.L. (2024). Unpacking the 'developing' country classification: origins and hierarchies. *Review of International Political Economy*, 31(2), 651–673.
- Feindouno, S., Guillaumont, P., & Simonet, C. (2020). The physical vulnerability to climate change index: An index to be used for international policy. *Ecological Economics*, 176, 106752.
- Ferguson, J. (1994). *Anti-politics machine: Development, depoliticization, and bureaucratic power in Lesotho*. U of Minnesota Press.
- Fialho, D., & Van Bergeijk, P. A. (2017). The proliferation of developing country classifications. *The Journal of Development Studies*, 53(1), 99–115.
- Gates B.& Gates M. (2014). *3 Myths That Block Progress for the Poor*. Gates Annual Letter. Bill and Melinda Gates Foundation.
- Georgalakis J. (2016). *Is there still such a thing as a developing country?* Opinion. Institute of Development Studies.
- Gilman, N. (2015). The new international economic order: A reintroduction. *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 6(1), 1–16.

Group of 77 (2024). *Third South Summit Outcome Document*. Outcome Document of the Third South Summit.

Harris, D., Moore, M., & Schmitz, H. (2009). *Country classifications for a changing world*. IDS Working Papers, 2009(326), 01-48.

Haug, S., Braveboy-Wagner, J., & Maihold, G. (2021). The 'Global South' in the study of world politics: examining a meta category. *Third World Quarterly*, 42(9), 1923-1944.

IEG (2023a). *The Triple Agenda. Strengthening Multilateral Development Banks*. Vol 1: Mandate, Finance Mechanisms. Report of the Independent Expert Group. G20.

IEG (2023b). *The Triple Agenda. Strengthening Multilateral Development Banks*. Vol 2 : A Roadmap for Better, Bolder and Bigger Multilaterals Banks. . Report of the Independent Expert Group. G20.

Jepsen, H., Lundgren, M., Monheim, K., & Walker, H. (Eds.). (2021). *Negotiating the Paris Agreement*. Cambridge University Press.

Khokhar, T., & Serajuddin, U. (2015). *Should we continue to use the term "developing world"*. World Bank Blogs, 16.

Lees, N. (2021). The Brandt Line after forty years: The more North-South relations change, the more they stay the same?. *Review of International Studies*, 47(1), 85-106.

Malher D. G., Holla A. & Serajuddin U., « Il est temps de cesser de parler du "monde en développement" », *Banque mondiale Blog*, 23 janvier 2024.

Melonio, T., Naudet, J. D., & Rioux, R. (2024). *Deux poids deux mesures pour le financement du développement*. Policy Paper 14..

Melonio, T., Naudet, J. D., & Rioux, R. (2022). *L'aide publique au développement à l'âge des conséquences*. Policy Paper, 1-42.

Nielsen, L. (2011). *Classifications of Countries Based on their Level of Development: How it is Done and How it Could Be Done*. International Monetary Fund.

Rist, G. (2013). *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Presses de Sciences Po.

Rosling H. (2013). Changing world: Why developing vs. developed is now meaningless. Opinion. CNN.

Rostow, W. W. (1990). *The stages of economic growth: A non-communist manifesto*. Cambridge university press.

Sauvy, A. (2020). Trois Mondes, Une Planète. *L'Observateur*, August 14, 1952.

Smith N. (2023). Does the notion of a "Global South" still make any sense? *Noahpinion*.

UNDESA (2025). *Zero draft: Outcome document of the Fourth International Conference on Financing for Development*.

United Nations. (1958). *Statistical Yearbook 1957*.

Vázquez, S. T., & Sumner, A. (2012). *Beyond Low and Middle Income Countries: What if there were five clusters of developing countries?*. IDS Working Papers, 2012(404), 1-40.

World Bank (2016). *World Development Indicators*.

WTO (2019). *The continued relevance of special and differential treatment in favour of developing members to promote development and ensure inclusiveness*. WT/GC/W/765; 04 March 2019

Ziai, A. (2007). Development discourse and its critics: An introduction to post-development. In *Exploring post-development* (pp. 3-17). Routledge.

Ziai, A. (2012). *Postcolonial perspectives on 'development'* (No. 103). ZEF Working Paper Series.

Liste des illustrations

Graphiques

Graphique 1 - Écart de PIB par tête moyen entre les 10 pays les plus riches et les 10 pays les plus pauvres

Graphique 2 - Croissance par tête pour les différentes catégories de pays

Graphique 3 - Répartition de la population mondiale selon le niveau de revenu

Graphique 4 - Répartition des pays du monde selon leurs indicateurs démographiques

Graphique 5 - Compétences en lectures des enfants en fin de primaire en 2020

Graphique 6 - Distance moyenne du vote des États-Unis à l'Assemblée générale des Nations unies par groupe de pays

Graphique 7 - Répartition des pays du monde selon leur PIB par tête et niveau de démocratie électorale

Graphique 8 - représentation de différents groupes de pays (Nations unies) selon leur PIB par tête

Graphique 9 - Fréquence d'utilisation des termes Sud global et Nord global

Graphique 10 - Fréquence d'usage de la dichotomie du développement

Graphique 11 - Coefficient de variation des revenus moyens pour différentes catégories de pays

Tableau

Tableau 1 - Les différentes classifications internationales du développement

Les Éditions Agence française de développement (AFD) publient des travaux d'évaluation et de recherche sur le développement durable. Réalisées avec de nombreux partenaires du Nord et du Sud, ces études contribuent à l'analyse des défis auxquels la planète est confrontée, afin de mieux comprendre, prévoir et agir, en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Avec un catalogue de plus de 1000 titres, et 80 nouvelles œuvres publiées en moyenne chaque année, les Éditions Agence française de développement favorisent la diffusion des savoirs et des expertises, à travers leurs collections propres et des partenariats phares. Retrouvez-les toutes en libre accès sur editions.afd.fr. Pour un monde en commun.

Avertissement

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de leur(s) auteur(s). Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence française de développement ou des institutions partenaires.

Directeur de publication Rémy Rioux

Directeur de la rédaction Thomas Melonio

Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils

Conception et réalisation PUB

Crédits et autorisations

License Creative Commons

Attribution - Pas de commercialisation - Pas de modification

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>



Dépôt légal 3^e trimestre 2025

ISSN 2680-5448 | **ISSN numérique** 2680-9214

Imprimé par le service de reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications
de la collection Policy Paper :

<https://www.afd.fr/collection/policy-papers>